

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2024-01

OBJET : RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE (ROB) 2024

L'an 2024, le 13 mars à 18H30, le Conseil municipal de la Ville de Cordemais, légalement convoqué le 06/03/2024 en SALLE PANORAMIQUE - HIPPODROME DE LA LOIRE - CORDEMAIS, sous la présidence de Monsieur Daniel GUILLÉ, Maire.

Etaient présents :

Daniel GUILLÉ, Thierry GADAIS, Franck CLOUET, Lydie RETAILLEAU, Yves-Marie DELANOE, Katell RABY, André LANCIEN, Emilie CHAPALAIN, Didier PROUX, Solène LAUNAY, Stéphanie MELOT, Patrice DRAIGNAUD, Aude JOUSSE, Guinard MARNE, Pierre LAUDEN, Benoit LONGEON, Didier CHAUVIERE, Philippe MIKO

Etaient excusés avec procuration :

Pascale CORMERAIS pouvoir à Thierry GADAIS
Alexia ROUSSEAU pouvoir à André LANCIEN
Cécile SACHOT pouvoir à Pierre LAUDEN
Audrey TENEZ pouvoir à Guinard MARNE
Karine DESVARD pouvoir à Lydie RETAILLEAU
Anaïk FOURDILIS pouvoir à Benoit LONGEON

Etaient absents :

Bruno FOUCHARD, Nathalie SCOUARNEC-VERBECQ, Pascal PHILIPPE

Désignation d'un secrétaire de séance : Emilie CHAPALAIN a été désignée secrétaire de séance,

Rapporteur : Daniel GUILLÉ

Monsieur le Maire propose à Monsieur SARRLAUD de présenter le Rapport d'Orientation Budgétaire 2024.

VU l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriale dans sa rédaction issue de la loi NOTRe dispose :

« Dans les communes de 3500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédent l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, ainsi que la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil Municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L.2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. [...] »

VU l'avis de la commission finances du 26 février 2024 ;

EXPOSÉ

Le débat d'orientations budgétaires est la première étape du cycle budgétaire et constitue un moment essentiel dans la vie d'une collectivité locale. A cette occasion, sont définies sa politique d'investissement et sa stratégie financière. Celui-ci doit être transmis au représentant de l'état et être publié. Pour les communes, il doit également être transmis au président de l'EPCI.

La présente délibération a pour objet d'attester de l'organisation du débat d'orientation budgétaire sur la base des rapports annexés :

Annexe 01 : CM 13-03-2024 - ROB Cordemais – Orientations budgétaires 2024

Annexe 02 : CM 13-03-2024 - ROB Cordemais – ROB RH 2024

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

044-214400459-20240313-2024DL01-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/03/2024
Publication : 18/03/2024

Département de Loire Atlantique – Commune de Cordemais

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

PRENDRE ACTE de la tenue du débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2024 ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.

Le Maire

Daniel GUILLÉ

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus



Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

044-214400459-20240313-2024DLO1-DI

Accusé certifié exécutoire

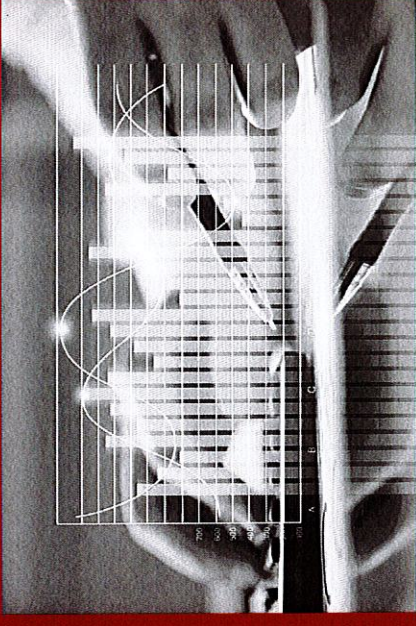
Réception par le préfet : 15/03/2024

Publication : 18/03/2024



ressources

Consultants Finances



Cordemais

ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2024

26/02/2024

Document de travail

Sommaire

01

Préambule méthodologique

p.3

02

Quelques éléments de contexte des finances publiques et des finances locales

p.8

03

La situation financière 2014-2023 du budget principal de Cordemais

p.16

04

Quelques éléments de positionnement de la commune en 2022

p.30

05

Prospective financière : le PPI et ses conditions de financement

p.39

360 Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

041 214100459 20240313-2024DL01-DE

155 Accusé certifié exécutoire

40 Réception par le préfet : 15/03/2024

185 Publication : 18/03/2024

111 44 1029.66 218.22 ▲ 28.89%

61 77 451.39 89.62 ▲ 24.77%

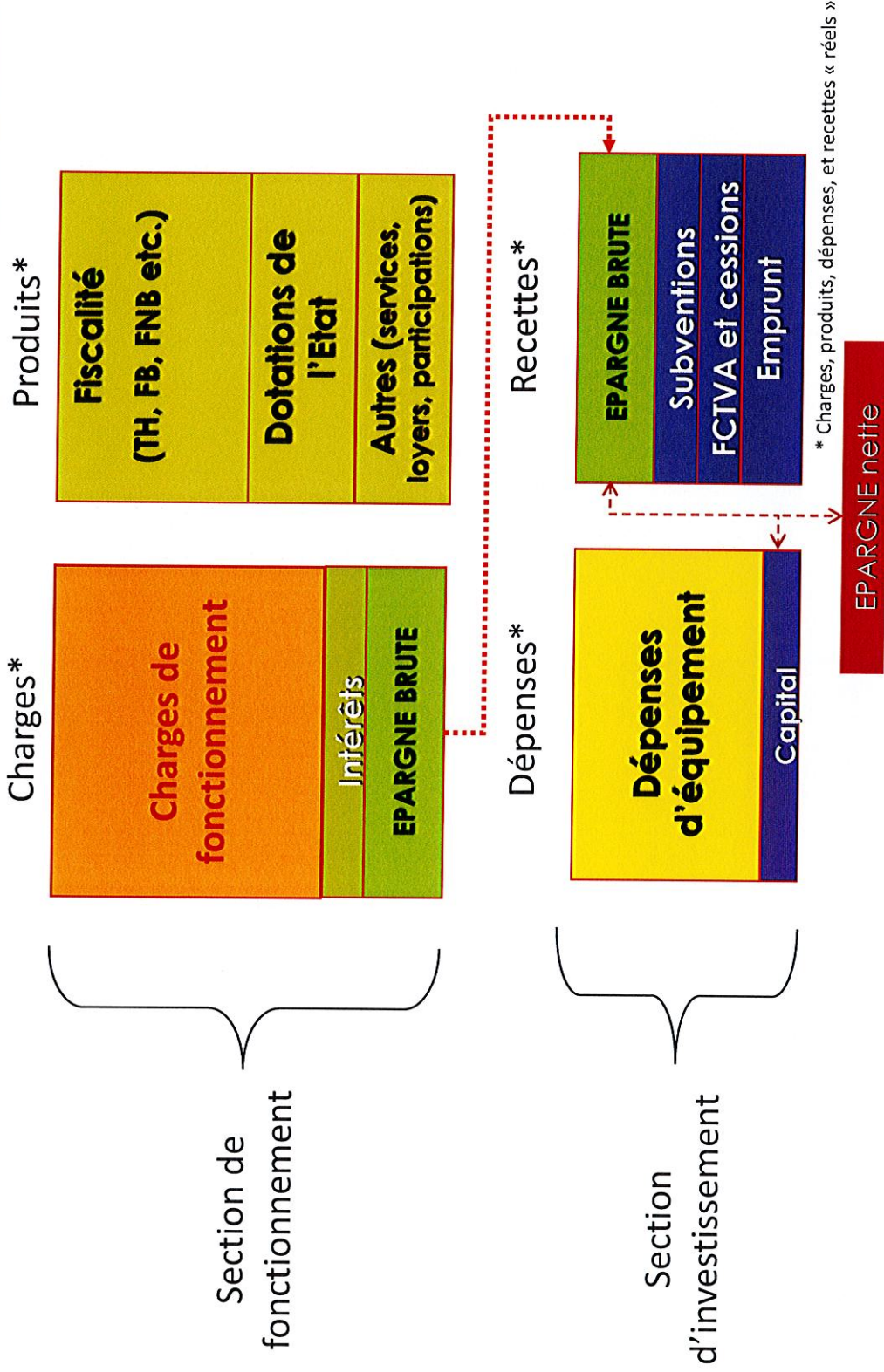
58 36 994.57 136.21 ▲ 15.87%

94 79 1096.68 151.59 ▲ 18.67%

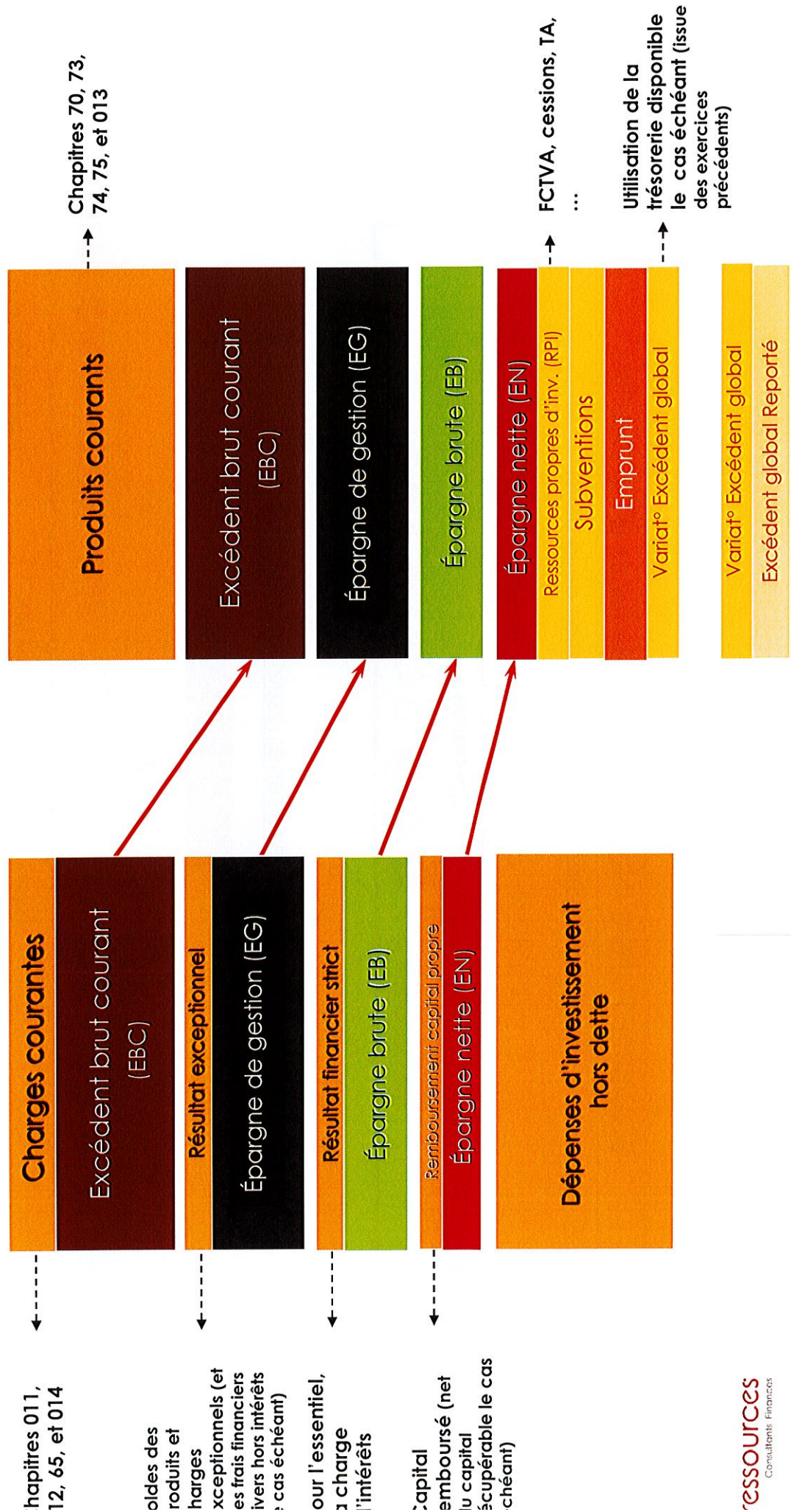
Code	Libellé	Montant	Evolution
100	100	401.48	93.88 ▲ 25.9%
101	101	556.21	130.85 ▲ 31.84 ▲ 30.8%
102	102	785.44	913.28 ▲ 177.96 ▲ 24.2%

1. Préambule méthodologique

1 Vue schématique d'un budget communal principal en flux réels d'un exercice N



2. La chaîne du financement



3. L'appréhension de l'équilibre pluriannuel

EQUILIBRE PLURIANNUEL (indicateur de risque d'insolvabilité)

apprécié à partir du délai d'extinction de la dette.

Délai d'extinction = Encours / Epargne brute

Contrainte :

Encours / Epargne brute > norme

Normes* exogènes usuelles du risque :



* La durée spécifique laisse ici place à une durée normée de manière exogène.

660 Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

644 214100459-20240313-2024DLO1-DE

655 Accusé certifié exécutoire

640 Réception par le préfet : 15/03/2024

655 Publication : 18/03/2024

311.44 1029.66 218.22 ▲ 26.89%

161.77 451.39 89.62 ▲ 24.77%

58.36 994.57 136.21 ▲ 15.87%

84.79 1146.08 151.89 ▲ 13.57%

154 3133 491.46 98.89 ▲ 25.6
NY 950.71 130.05 161.42 ▲ 18.8
30M 735.44 917.38 177.95 ▲ 24.2
17M 465.44 595.87 130.43 ▲ 28.2

2. Quelques éléments de contexte des finances publiques et des finances locales

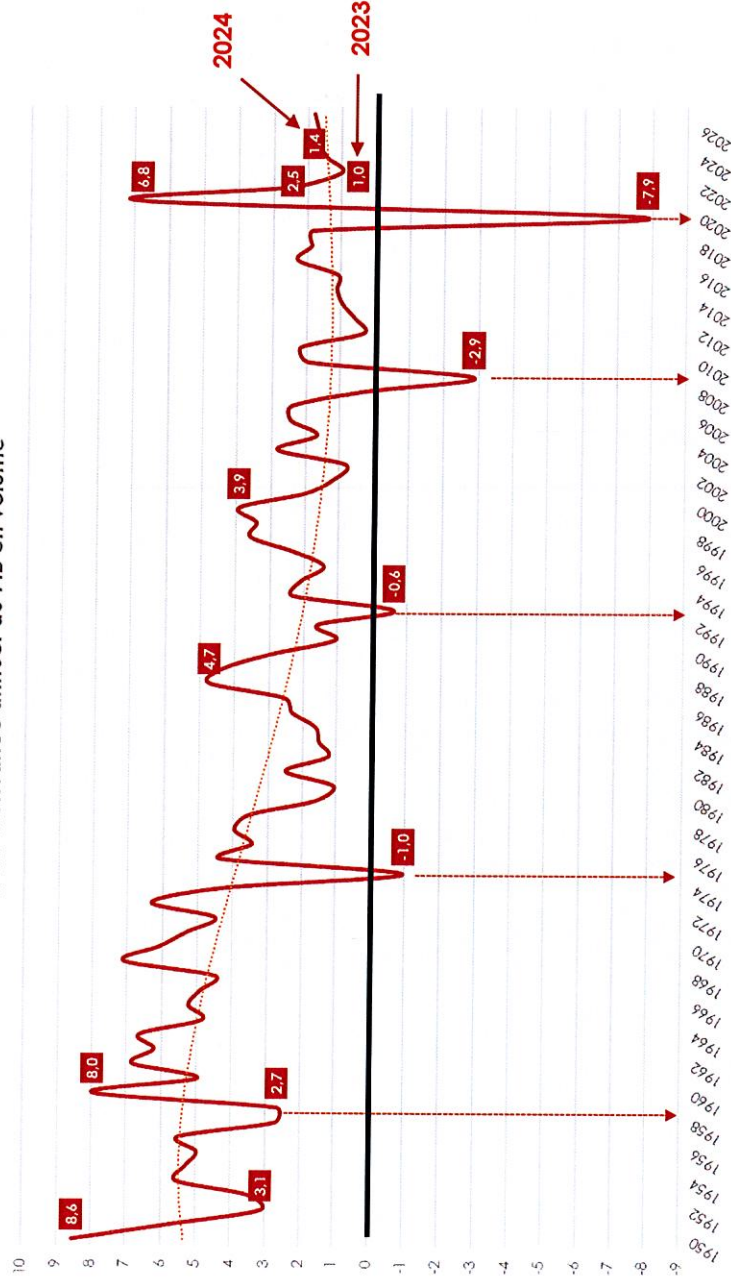
1 L'économie nationale et les prévisions macroéconomiques associées au budget 2024

Pour l'année **2024**, le gouvernement a construit le projet de loi de finances à partir :

- d'une **prévision de croissance** (évolution PIB LF 2024) de **1,40%** (revue à 0,9% en février 2024)
- et d'une **évolution des prix** hors tabac de **2,50%**.

Par ailleurs, l'évolution du **PIB** dit « prévisionnel » pour **2023** a été **maintenue à 1,0%** (sa prévision en loi de finances initiale) et celle de l'**inflation** hors tabac a été révisée à **4,80% pour 2023** (au lieu de 4,30% en PLF pour 2023).

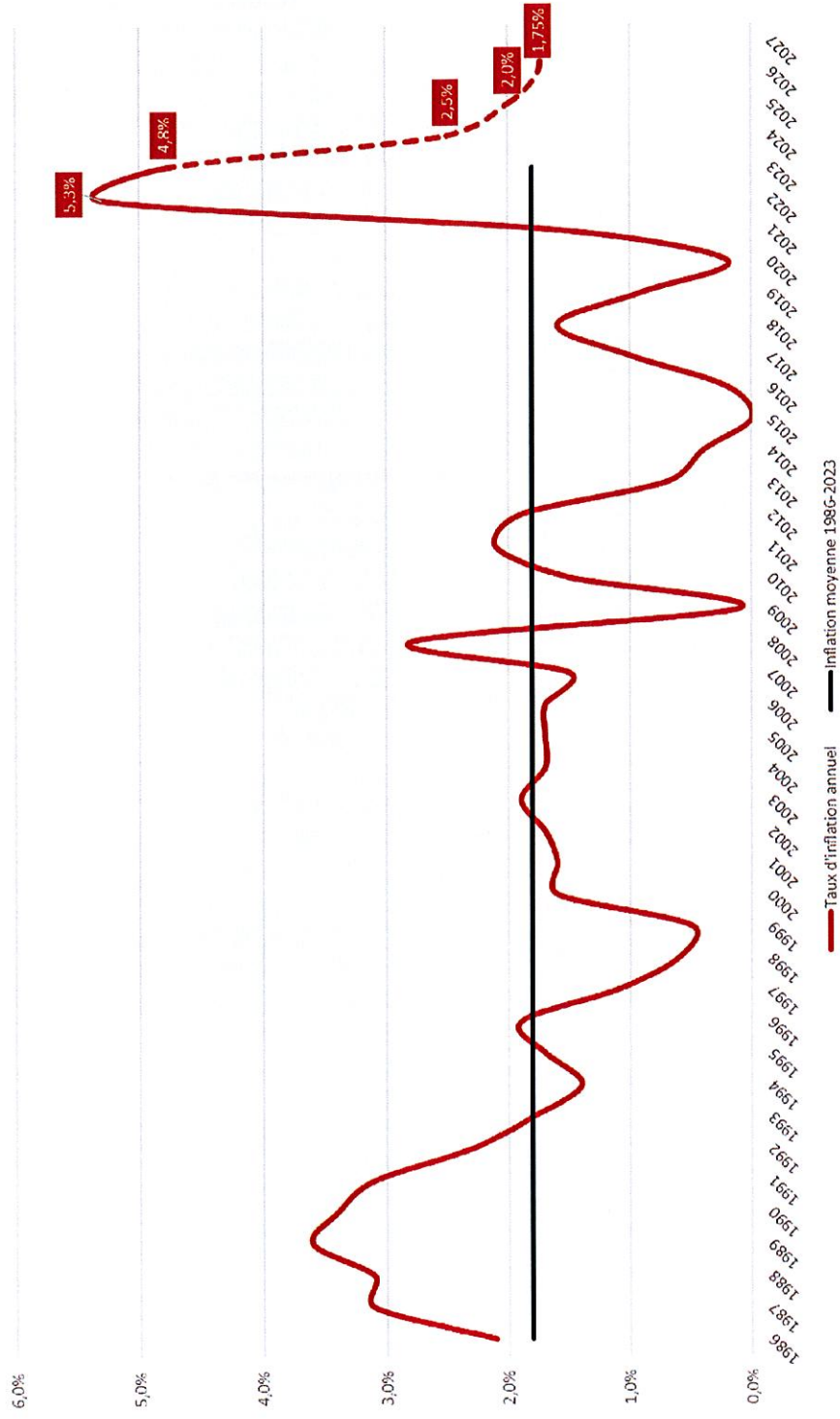
Taux de croissance annuel du PIB en volume



1 L'économie nationale et les prévisions macroéconomiques associées au budget 2024

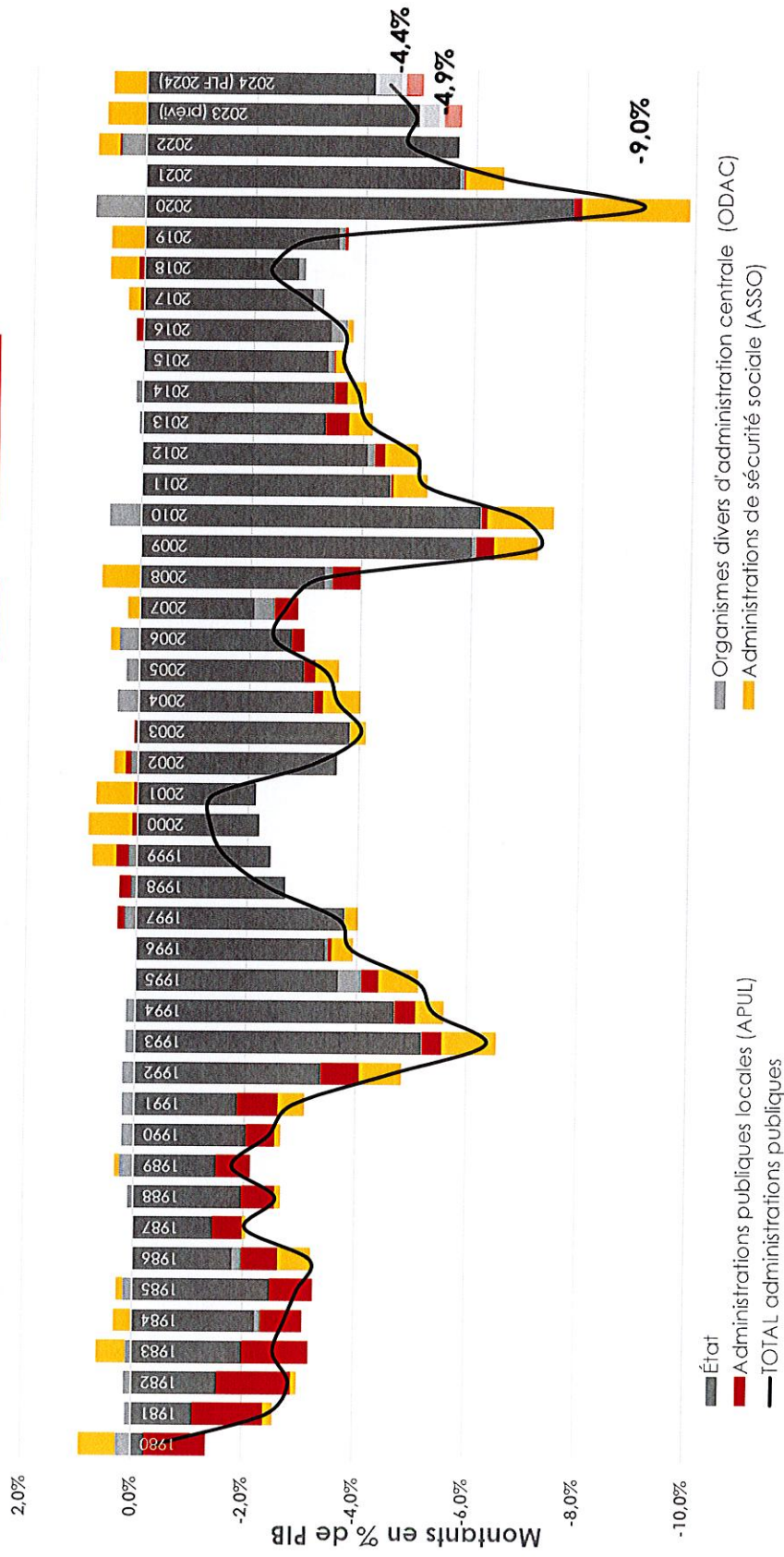
Le gouvernement table sur une inflation de 4,8% hors tabac pour 2023, soit un niveau relativement proche de l'inflation définitive de 2022 (5,3%), puis il anticipe une inflation de **2,5% en 2024**, soit une réduction de moitié, puis **2% en 2025** et **1,75% à compter de 2026**.

indice des prix à la consommation (IPC) hors tabac



Après avoir atteint en **2020**, un **niveau record de -8,9% du PIB** en raison du double effet des mesures de soutien d'urgence et de la diminution des recettes d'impôts et de cotisations sociales pour l'Etat et les organismes de la sécurité sociale, le **déficit public de 2021 a atteint 6,5% du PIB. Celui de 2022 a atteint 4,8 % du PIB.**

Pour 2023, la prévision de déficit public est de 4,9% du PIB, et pour 2024 de 4,4% du PIB



3. Loi de programmation des finances publiques

Rappel : l'échec de l'adoption du PLPP en 2022

1. Présentation du projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027 le 26 septembre 2022 ;
2. Rejet du texte par l'Assemblée nationale le 25 octobre 2022 ;
3. Adoption par le Sénat d'un texte dans une version substantiellement modifiée le 2 novembre 2022 ;
4. Echec de la commission mixte paritaire le 15 décembre 2022.

Une procédure relancée en 2023 aboutissant à l'adoption du texte sans vote en première lecture en l'Assemblée nationale

1. Inscription du texte en nouvelle lecture à l'Assemblée nationale lors de la session extraordinaire de septembre 2023 (texte amendé) ;
2. En application de l'article 49.3 le texte a été considéré comme adopté par l'Assemblée nationale le 29 septembre 2023.

3 Loi de programmation des finances publiques

Une programmation 2023-2027 des principales valeurs cibles des indicateurs financiers publics

(En points de produit intérieur brut, sauf mention contraire)

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Ensemble des administrations publiques						
Solde structurel (1) (en points de PIB potentiel)...	-4,2	-4,1	-3,7	-3,3	-2,9	-2,7
Solde conjoncturel (2)	-0,5	-0,7	-0,6	-0,4	-0,2	0,0
Solde des mesures ponctuelles et temporaires (3) (en points de PIB potentiel).....	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0
Solde effectif (1+2+3).....	-4,8	-4,9	-4,4	-3,7	-3,2	-2,7
Dépense publique.....	57,7	55,9	55,3	55,0	54,4	53,8
Dépense publique (en milliards d'euros).....	1 523	1 575	1 622	1 668	1 705	1 744
Évolution de la dépense publique en volume (en %) *	-1,1	-1,3	0,5	0,8	0,5	0,5
Agrégat des dépenses d'investissement ** (en milliards d'euros).....	-	25	30	34	35	36
Évolution de l'agrégat de dépenses d'investissement en volume (en %).....	-	-	15	10	1	1
Taux de prélèvements obligatoires (y compris Union européenne, nets des crédits d'impôt).....	45,4	44,0	44,1	44,4	44,4	44,4
Taux de prélèvements obligatoires corrigés des effets du bouclier tarifaire.....	45,6	44,4	44,4	44,4	44,4	44,4
Dettes au sens de Maastricht.....	111,8	109,7	109,7	109,6	109,1	108,1
État et organismes divers d'administration centrale						
Solde effectif.....	-5,2	-5,4	-4,7	-4,3	-4,2	-4,1
Dépense publique (en milliards d'euros).....	625	631	639	658	678	696
Évolution de la dépense publique en volume (en %) *	-0,1	-3,6	-1,4	1,9	1,5	1,2
Administrations publiques locales						
Solde effectif.....	0,0	-0,3	-0,3	-0,2	0,2	0,4
Dépense publique (en milliards d'euros).....	295	312	322	329	329	331
Évolution de la dépense publique en volume (en %) *	0,1	1,0	0,9	0,2	-1,9	-1,0
Administrations de sécurité sociale						
Solde effectif.....	0,4	0,7	0,6	0,7	0,9	1,0
Dépense publique (en milliards d'euros).....	704	730	761	779	798	817
Évolution de la dépense publique en volume (en %) *	-2,4	-0,5	1,7	0,3	0,7	0,6

* Hors crédits d'impôt, hors transferts, à champ constant

** Dépenses considérées comme des dépenses d'investissement au sens du dernier alinéa de l'article 1^{er} A et du 2^o de l'article 1^{er} E de la loi organique n^o 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances

=> Trajectoire du solde public à horizon 2027

=> Trajectoire de l'endettement public à horizon 2027

=> Trajectoire financière des administrations publiques locales (APUL)

La fixation d'un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités (ODEDEL)

3 La loi de programmation des finances publiques

L'article 16 du projet de loi de programmation des finances publiques prévoit :

« I. – Les collectivités territoriales contribuent à l'effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publique, selon des modalités à l'élaboration desquelles elles sont associées.

II. – **À l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente son objectif concernant l'évolution de ses dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de sa section de fonctionnement. Ces éléments sont présentés, d'une part, pour les budgets principaux et, d'autre part, pour chacun des budgets annexes.**

III. – Au niveau national, l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimé en pourcentage, en valeur et à périmètre constant, prévu au II s'établit comme suit : »

TEXTE INITIAL (septembre 2022)

Evolution annuelle en %	2023	2024	2025	2026	2027
Dépenses de fonctionnement (évolution en valeur)	3,8%	2,5%	1,6%	1,3%	1,3%
Inflation prévisionnelle (IPC hors tabac)	4,30%	3,00%	2,10%	1,75%	1,75%
Dépenses de fonctionnement (évolution en volume)	-0,50%	-0,50%	-0,50%	-0,45%	-0,45%

NOUVEAU TEXTE

	2023	2024	2025	2026	2027
Dépenses de fonctionnement (évolution en valeur)	4,8%	2,0%	1,5%	1,3%	1,3%
Inflation prévisionnelle (IPC hors tabac)	4,80%	2,50%	2,00%	1,75%	1,75%
Dépenses de fonctionnement (évolution en volume)	0,00%	-0,50%	-0,50%	-0,45%	-0,45%

=> Le nouveau texte conserve cette norme d'évolution des DRF à l'inflation – 0,5 point à compter de 2024.

3^e loi de programmation des finances publiques

Pas de dispositif de suivi, de contrôle et de sanctions en cas de dépassement de l'ODEDEL

**Texte initial
(septembre 2022)**

**Nouveau texte
(septembre 2023)**

L'article 23 prévoyait les modalités de participation des collectivités locales au redressement des finances à travers le respect de l'objectif d'évolution des dépenses locales (ODEDEL).

Un dispositif de suivi et de vérification du respect de l'objectif décliné par catégories de collectivités était ainsi prévu dans cet article.

En cas de dépassement de cet objectif par une collectivité, d'éventuelles mesures de sanctions étaient également prévues : privation de dotations de soutien à l'investissement, conclusion d'un accord de retour à la trajectoire et, en cas de nouveau dépassement, reprise financière par l'État.

=> **retour partiel et très amendé des contrats Cahors**

**Dans le nouveau texte du PLPPF 2023-2027,
l'article 23 est :**

supprimé !

5. **Actualisation des bases d'imposition en 2024**

Agissant de l'actualisation forfaitaire des bases d'imposition* en 2024, elle sera, selon les dispositions de l'article 99 de la Loi de Finances pour 2017, le résultat de l'équation suivante :

$$1 + \frac{(IPCH_{nov2023} - IPCH_{nov2022})}{IPCH_{nov2022}}$$

Dù IPCH est l'indice des prix à la consommation harmonisé (utilisé par les instances européennes).

+ 3,9% en 2024 (contre +7,1% en 2023, et + 3,4% en 2021)

*** Concerne les valeurs locatives des :**

- locaux affectés à l'habitation ou servant à l'exercice d'une activité salariée à domicile,
- des immobilisations industrielles passibles de la taxe foncière.

*** Ne concerne pas les valeurs locatives des :**

- locaux commerciaux (magasins, cliniques, hôtels...),
- les locaux affectés à une activité libérale (bureaux...).

660 Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

044 214100459-20240313-2024DLOT-DE

155 Accusé certifié exécutoire

440 Réception par le préfet : 15/03/2024

265 Publication : 18/03/2024

811,44 1028,66 218,22 ▲ 26,89%

361,77 451,39 89,62 ▲ 24,77%

858,36 994,57 136,21 ▲ 15,87%

884,79 1046,68 161,89 ▲ 18,30%

DEP	1028,66	1117,71	▲ 8,75%	ICR	391,38	491,46	▲ 25,52%
U10	1028,66	1117,71	▲ 8,75%	BNY	569,21	1130,55	▲ 98,42%
U10	1028,66	1117,71	▲ 8,75%	SOM	735,44	911,35	▲ 24,06%
U10	1028,66	1117,71	▲ 8,75%	104	442,84	645,82	▲ 45,84%

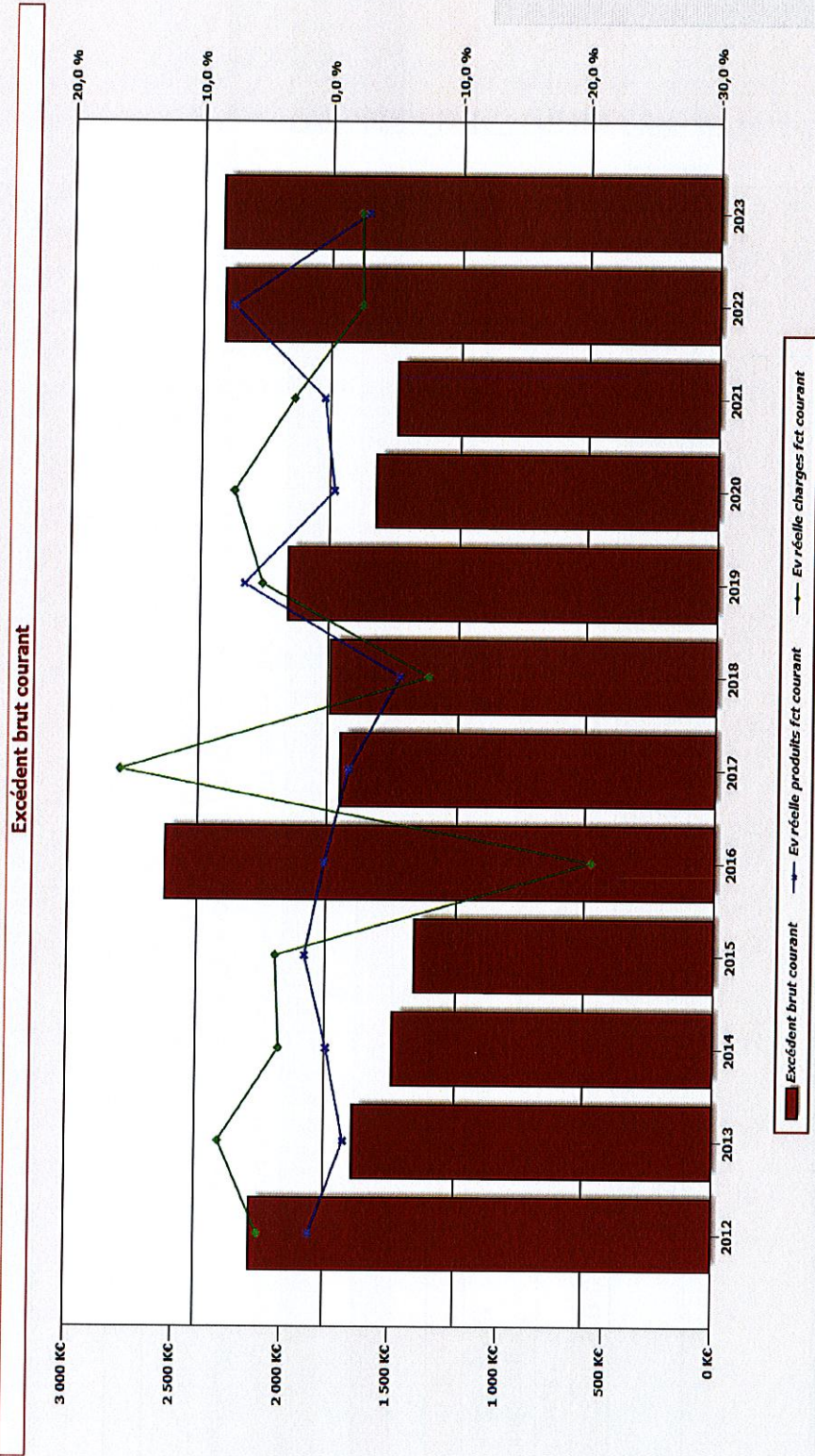
3. La situation financière 2014-2023 du budget principal de Cordemais

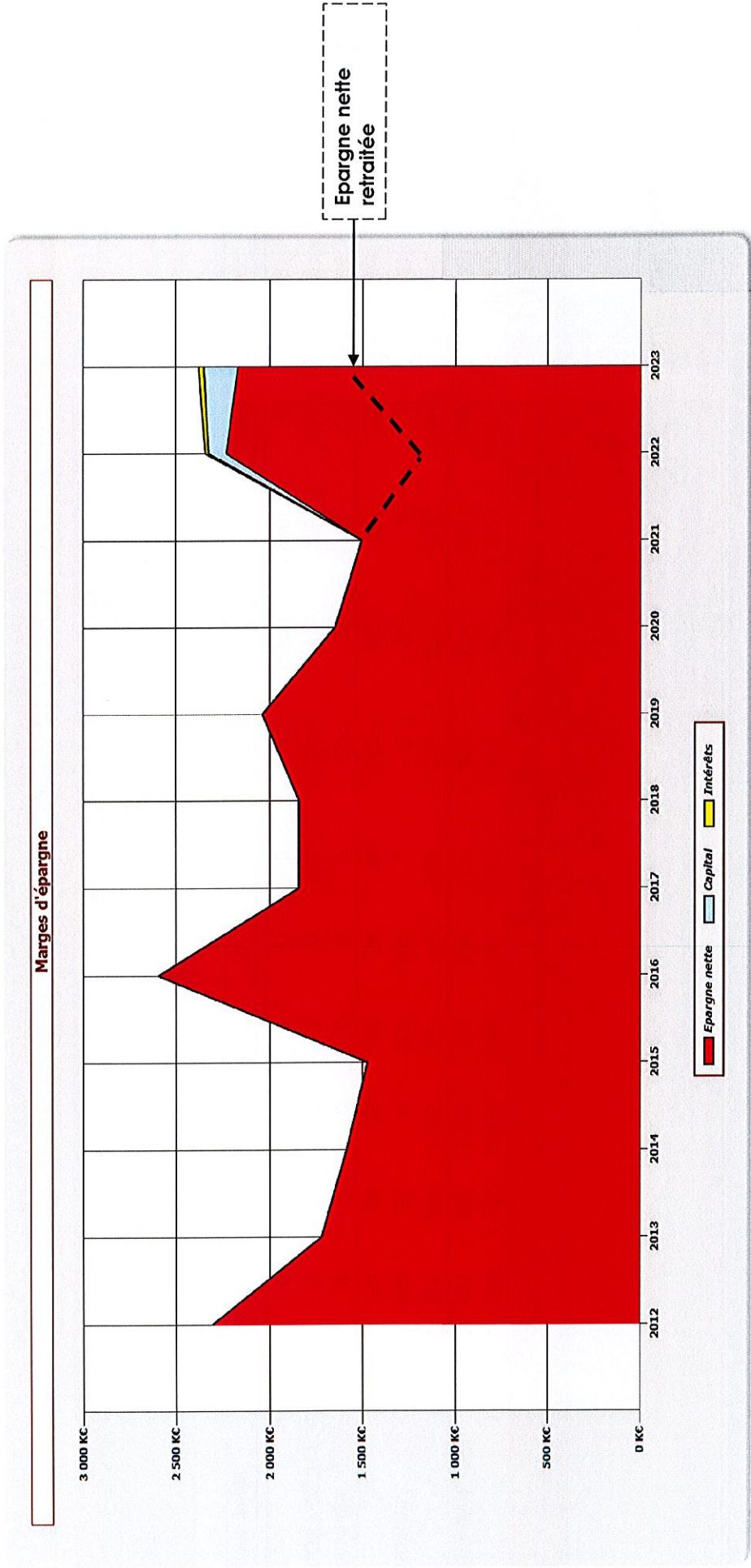
K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (CA prévision- nel)	Evolution annuelle 2014-2023	Evolution annuelle moyenne en K€	Evolution annuelle moyenne en %
Produits de fct. courant	6 827	6 940	6 967	6 921	6 645	7 145	7 137	7 287	8 256	8 416	1 589	199	2,4%
- Charges de fct. courant	5 336	5 544	4 416	5 176	4 853	5 150	5 544	5 793	5 957	6 108	772	96	1,5%
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	1 491	1 396	2 551	1 745	1 792	1 995	1 593	1 495	2 299	2 308	817	102	5,0%
+ Solde exceptionnel large	94	79	46	99	50	46	56	13	45	73	-21	-3	-2,7%
= Produits exceptionnels larges*	95	79	48	99	56	47	57	41	146	75	-20	-2	-2,6%
- Charges exceptionnelles larges*	1	0	1	1	6	0	2	28	101	2	1	0	7,4%
= EPARGNE DE GESTION (EG)	1 585	1 475	2 598	1 844	1 842	2 041	1 649	1 508	2 344	2 381	796	100	4,6%
- Intérêts	0	0	0	0	0	0	0	0	20	26	26	3	S.O.
= EPARGNE BRUTE (EB)	1 585	1 475	2 598	1 844	1 842	2 041	1 649	1 508	2 325	2 355	770	96	4,5%
- Capital	0	0	0	0	0	0	0	0	92	184	184	23	S.O.
= EPARGNE NETTE (EN)	1 585	1 475	2 598	1 844	1 842	2 041	1 649	1 508	2 233	2 171	586	73	3,6%

* y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises), hors cessions

L'excédent brut courant (EBC) a progressé en 2022 et 2023, mais cette progression est partie liée à des flux exceptionnels de produits et de charges. Retraité de ces flux, l'épargne nette 2023 atteindrait quand même 1,6 M€, soit un niveau largement positif proche de celui de 2020 et 2021.

Reversement exceptionnel budget LOP en 2022	-1 052
Rattachement des r de fonctionnement 2023	-300
Remboursement exceptionnel CCES en 2023	-300
EPARGNE NETTE (EN) RETRAITEE DES FLUX EXCEPTIONNELS 2022 ET 2023	1 585 1 475 2 598 1 844 1 842 2 041 1 649 1 508 1 181 1 571
	-14 -2 -0,1%





2 Le financement de l'investissement

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (CA prévisionnel)
Dép. d'inv. hs annuité en capital	8 612	2 238	2 503	1 536	2 080	1 657	2 948	5 134	3 781	3 450
Financement des investissements	2 406	2 216	3 919	2 250	2 782	2 784	2 115	4 576	3 988	3 340
Epargne nette	1 585	1 475	2 598	1 844	1 842	2 041	1 649	1 508	2 233	2 171
Ressources propres d'inv. (RPI)	821	581	1 116	404	940	271	420	371	501	824
FCTVA	301	500	1 075	233	376	197	332	271	415	759
Produits des cessions	460	23	6	103	509	0	0	17	4	7
Diverses RPI	60	58	35	67	54	74	87	83	82	58
Fonds affectés (amendes...)	0	0	0	0	0	2	21	3	19	23
Subventions yc DGE / DETR / DSIL	0	160	205	3	0	470	25	17	235	281
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	2 677	1 000	0
Variation de l'excédent global	-6 206	-23	1 416	715	701	1 128	-833	-558	207	-115

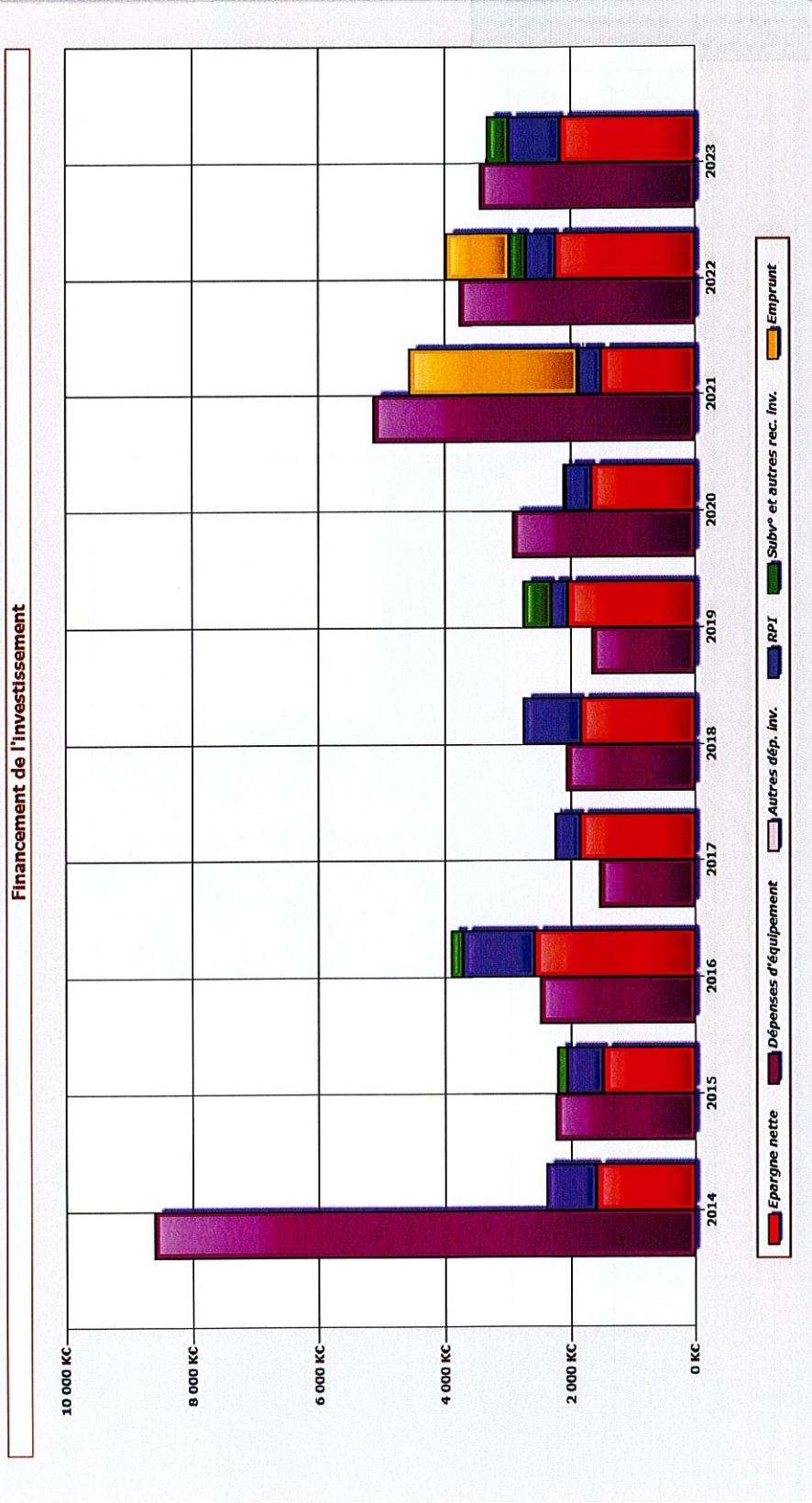
K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Excédent global de clôture (EGC)	849	826	2 242	2 957	3 658	4 786	3 953	3 615	3 822	3 707

- Les dépenses d'investissement réalisées de 2014 à 2023 s'élevaient au total à 34 M€, soit un **investissement annuel moyen de 3,4 M€** (soit 934 € par habitant et par an, montant important), financé sans emprunt jusqu'en 2020.
- Fin 2023, la commune dispose d'un excédent global de clôture(EGC) de 3,7 M€, en partie utilisable pour financer les investissements à venir.

Cumul 2024-2023	Moyenne annuelle	Structure moyenne en %
33 939	3 394	100%
30 376	3 038	90%
18 945	1 894	56%
6 248	625	18%
4 461	446	13%
1 131	113	3%
656	66	2%
68	7	0%
1 397	140	4%
3 677	368	11%
-3 568	-357	-11%

2 Le financement de l'investissement

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
044-214400459-20240313-2024DL01-DE



Le financement de l'investissement

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
044-214400459-20240313-2024DLO1-DE



K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (CA prévisionnel)
Encours corrigé au 31.12	0	0	0	0	0	0	0	2 677	3 585	3 401
Epargne brute	1 585	1 475	2 598	1 844	1 842	2 041	1 649	1 508	2 325	2 355
ENCOURS corrigé au 31/12 / EPARGNE BRUTE (délai de désendettement, en années)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	1,5	1,4

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (CA prévisionnel)
Encours corrigé au 31.12	0	0	0	0	0	0	0	2 677	3 585	3 401
Epargne brute retraitée des flux exceptionnels 2022 et 2023	1 585	1 475	2 598	1 844	1 842	2 041	1 649	1 508	1 273	1 755
ENCOURS corrigé au 31/12 / EPARGNE BRUTE (délai de désendettement, en années) retraité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	2,8	1,9

- La commune n'avait pas de dette jusqu'en 2021.
- L'emprunt contracté en 2021 et encaissé en 2021 et 2022 génère un délai de désendettement retraité (calculé hors flux exceptionnels) de 1,9 années, encore faible.

4. Focus sur les charges de fonctionnement

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (CA prévisionnel)	Evolution annuelle moyenne - 2014-2023 en K€	Evolution annuelle moyenne - en %
Charges fct courant strictes	4 948	5 013	4 379	4 905	4 597	4 924	5 331	5 674	5 767	5 970	1 022	2,1%
Charges à caractère général	1 668	1 694	1 574	1 583	1 637	1 686	1 609	1 690	2 053	2 217	549	3,2%
Charges de personnel	2 050	2 058	1 863	1 698	1 766	2 085	2 539	2 948	2 808	2 892	842	3,9%
Autres charges de gest ^e courante	1 230	1 262	942	1 623	1 194	1 153	1 183	1 036	906	861	-369	-3,9%
Atténuations de produits	388	531	37	272	256	227	213	119	189	138	-250	-10,9%
dont : contribution FPIC	388	531	0	211	182	167	154	119	130	78	-310	-16,3%
Charges fct courant	5 336	5 544	4 416	5 176	4 853	5 150	5 544	5 793	5 957	6 108	772	1,5%
Charges exceptionnelles larges *	1	0	1	1	6	0	2	28	101	2	1	7,4%
Charges fct hs intérêts	5 337	5 544	4 417	5 177	4 859	5 151	5 545	5 820	6 058	6 110	773	1,5%
* y compris frais financiers hors intérêts (66 - 6611)												
Charges fct courant strictes - évolution nominale	3,9%	-20,4%	17,2%	-6,2%	6,1%	7,6%	12,5%	7,4%	10,2%			
Charges fct hs intérêts - évolution nominale	3,9%	-20,3%	17,2%	-6,1%	6,0%	7,7%	13,0%	9,2%	10,2%			

La baisse importante de charges constatée en 2016 s'explique par :

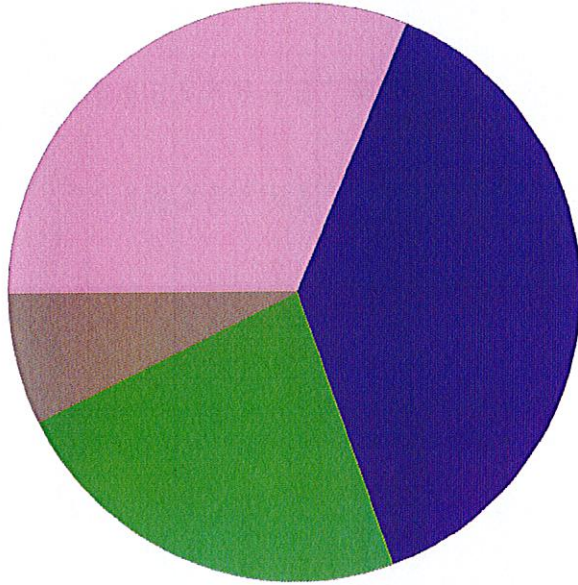
1. La prise en charge totale de la contribution au FPIC par l'ex-CCCE, juste avant la fusion de 2017.
2. Un décalage sur 2017 d'une partie de la contribution SDIS annuelle.
3. Et un transfert de charges au profit de l'intercommunalité (compensé partiellement par une retenue supplémentaire sur l'attribution de compensation).

L'évolution annuelle moyenne des charges de fonctionnement courant stricte sur l'ensemble de la période est très modérée (+1,5% par an moyenne), mais les évolutions annuelles constatées depuis 2019 sont nettement plus importantes.

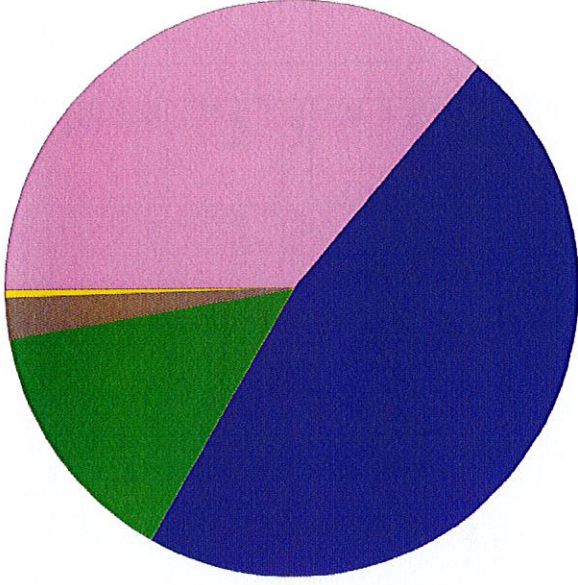
4 Focus sur les charges de fonctionnement

AR 2024-03-13
PUBLIREF : 20240313

Structure des charges de fct. 2014



Structure des charges de fct. 2023



5 Focus sur les produits de fonctionnement

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (CA prévisionnel)	Evolution annuelle moyenne - en K€	Evolution annuelle moyenne - en %	
Produits fct courant stricts	6 820	6 906	6 917	6 876	6 595	7 138	7 074	7 260	8 223	7 317	497	0,3%	
Impôts et taxes	6 091	6 242	6 384	6 291	6 157	6 781	6 642	4 690	4 724	5 145	-946	-1,9%	
Contributions directes	1 539	1 679	1 855	2 055	2 214	2 366	2 507	481	503	920	-620	-5,6%	
Dotation communautaire reçue	4 146	4 146	4 087	3 787	3 479	3 939	3 626	3 633	3 629	3 629	-518	-1,5%	
A/C reçue	3 996	3 996	4 067	3 787	3 459	3 935	3 622	3 622	3 622	3 622	-374	-1,1%	
DSC reçue	150	150	20	0	20	3	4	11	6	7	-143	-29,3%	
Taxe sur les pylônes électriques	290	297	304	313	319	328	343	351	360	347	57	2,0%	
Taxe additionnelle DMTO	46	50	69	66	77	83	100	117	151	158	112	14,6%	
Reversement FNGIR	65	65	65	65	65	65	65	65	65	65	0	0,0%	
Soide impôts-et taxes	4	4	4	5	2	1	1	43	17	27	22	3	23,0%
Dotations et participations	374	233	144	84	53	65	59	2 155	2 244	2 407	2 033	23,0%	
DGF	234	117	2	0	0	0	0	0	0	4	-230	-36,4%	
Compensations fiscales	39	30	24	16	10	10	11	2 113	2 186	2 341	2 302	57,7%	
DCRTP	34	34	34	34	34	30	28	28	28	28	-6	-2,1%	
Soide participations diverses	66	52	83	34	8	25	20	14	11	17	-50	-14,3%	
Autres produits fct courant	356	431	389	501	386	292	372	414	1 255	720	364	8,1%	
Produits des services	304	325	229	385	281	202	308	272	201	575	271	7,3%	
Produits de gestion	52	106	160	116	104	90	65	143	1 055	145	93	12,0%	
Atténuations de charges	7	34	50	45	49	7	63	27	33	144	137	39,7%	
PROD. FCT COURANT	6 827	6 940	6 967	6 921	6 645	7 145	7 137	7 287	8 256	8 416	1 589	2,4%	
Produits exceptionnels larges *	95	79	48	99	56	47	57	41	146	75	-20	-2,6%	
PROD. DE FONCTIONNEMENT	6 922	7 019	7 014	7 021	6 701	7 192	7 195	7 328	8 402	8 491	1 569	2,3%	

* y compris les produits financiers divers (76 - 762)

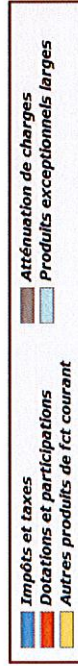
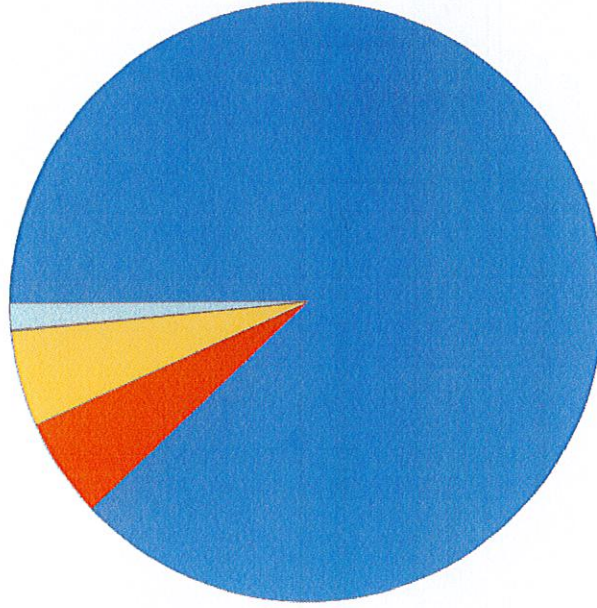
Produits fct courant stricts - évolution nominale	1,3%	0,2%	-0,6%	-0,9%	2,6%	13,3%	0,8%
Produits fct - évolution nominale annuelle	1,4%	-0,1%	0,1%	-4,1%	8,2%	7,3%	15,9%

Impact massif de la refonte fiscale sur la composition du produit fiscal.

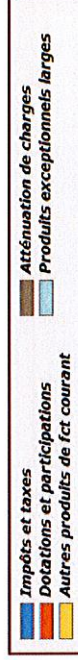
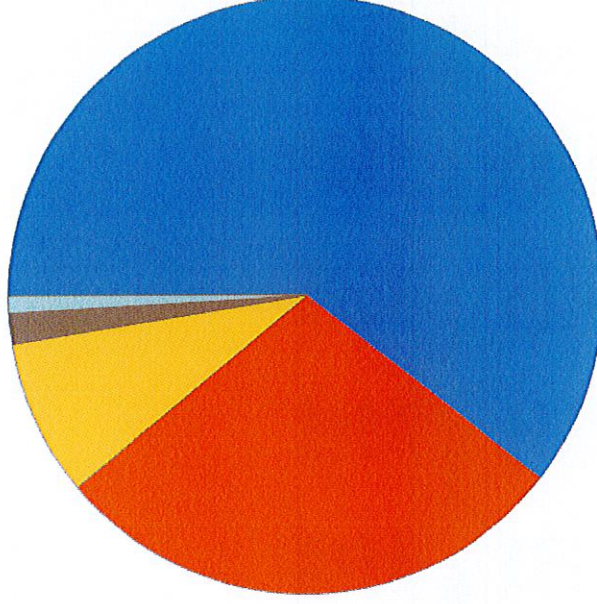
Disparition de la DGF sous l'effet de la contribution au redressement des finances publiques

5 focus sur les produits de fonctionnement

Structure des produits de fct 2014



Structure des produits de fct 2023



Taux d'imposition communaux

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux TH	5,86%	6,36%	6,86%	7,36%	7,36%	7,36%	7,36%	7,36%	7,36%	8,09%
Taux FB	7,00%	7,50%	8,40%	9,05%	9,67%	10,17%	10,67%	26,17%	26,17%	28,79%
Taux FB communal strict (sans taux départemental transféré en 2021)	7,00%	7,50%	8,40%	9,05%	9,67%	10,17%	10,67%	11,17%	11,17%	13,79%
Taux FNB	11,82%	12,32%	12,82%	13,32%	13,32%	13,32%	13,32%	13,32%	13,32%	13,32%
	Moy. 2014-2023									
Evolution										
Taux TH	3,6%	8,53%	7,86%	7,29%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	9,92%
Taux FB	17,0%	7,14%	12,00%	7,74%	6,85%	5,17%	4,92%	145,27%	0,00%	10,01%
Taux FB communal strict (sans taux départemental transféré en 2021)	7,8%	7,14%	12,00%	7,74%	6,85%	5,17%	4,92%	4,69%	0,00%	23,46%
Taux FNB	1,3%	4,23%	4,06%	3,90%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

Bases nettes d'imposition

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Base nette TH	2 767	2 942	2 933	3 097	3 163	3 309	3 418	131	94	101
dont base résidences secondaires	92	92	76	130	123	126	95	131	94	94
Base nette FB	19 369	19 607	19 414	19 923	20 236	20 617	20 903	12 784	13 271	14 257
<i>Base nette FB majorée des bases exonérées des ETS industriels</i>	19 369	19 607	19 414	19 923	20 236	20 617	20 903	21 004	21 771	23 366
Base nette FNB	168	173	174	175	178	182	184	185	189	189
	Moy. 2014-2022									
Evolution nominale										
Base nette TH	n.s.	6,32%	-0,30%	5,59%	2,12%	4,64%	3,27%	-96,17%	-28,10%	7,13%
dont base résidences secondaires	11,7%	0,4%	-17,3%	70,5%	-5,5%	2,6%	-24,9%	37,9%	37,9%	37,9%
Base nette FB	-3,3%	1,2%	-1,0%	2,6%	1,6%	1,9%	1,4%	-38,8%	3,8%	7,4%
<i>Base nette FB majorée des bases exonérées des ETS industriels</i>	2,1%	1,2%	-1,0%	2,6%	1,6%	1,9%	1,4%	0,5%	3,7%	7,3%
Base nette FNB	1,3%	2,8%	0,8%	0,3%	1,4%	2,4%	1,3%	0,3%	2,5%	0,0%
	Moy. 2014-2022									
Evolution physique										
Base nette TH	n.s.	5,37%	-1,29%	5,16%	0,91%	2,39%	2,35%	-96,18%	-30,46%	0,03%
dont base résidences secondaires	10,8%	-0,5%	-18,1%	69,9%	-6,6%	0,4%	-25,6%	37,6%	37,6%	37,6%
Base nette FB	-5,2%	0,3%	-2,0%	2,2%	0,4%	-0,3%	0,2%	-39,0%	0,4%	0,3%
<i>Base nette FB majorée des bases exonérées des ETS industriels</i>	0,2%	0,3%	-2,0%	2,2%	0,4%	-0,3%	0,2%	0,3%	0,2%	0,2%
Base nette FNB	0,3%	1,9%	-0,2%	-0,1%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Indice d'actualisation TH	1,019	1,009	1,010	1,004	1,012	1,022	1,009	1,002	1,034	1,071
Indice d'actualisation FB	1,019	1,009	1,010	1,004	1,012	1,022	1,012	1,002	1,034	1,071

660 Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

044-214400459-20240313-2024DLO1-DE

156 Accusé certifié exécutoire

440 Réception par le préfet : 15/03/2024

268 Publication : 18/03/2024

811,44 1029,66 218,22 ▲ 26,89%

361,77 451,39 89,62 ▲ 24,77%

858,36 994,57 136,21 ▲ 15,87%

334,79 1045,68 710,89 ▲ 199,91%

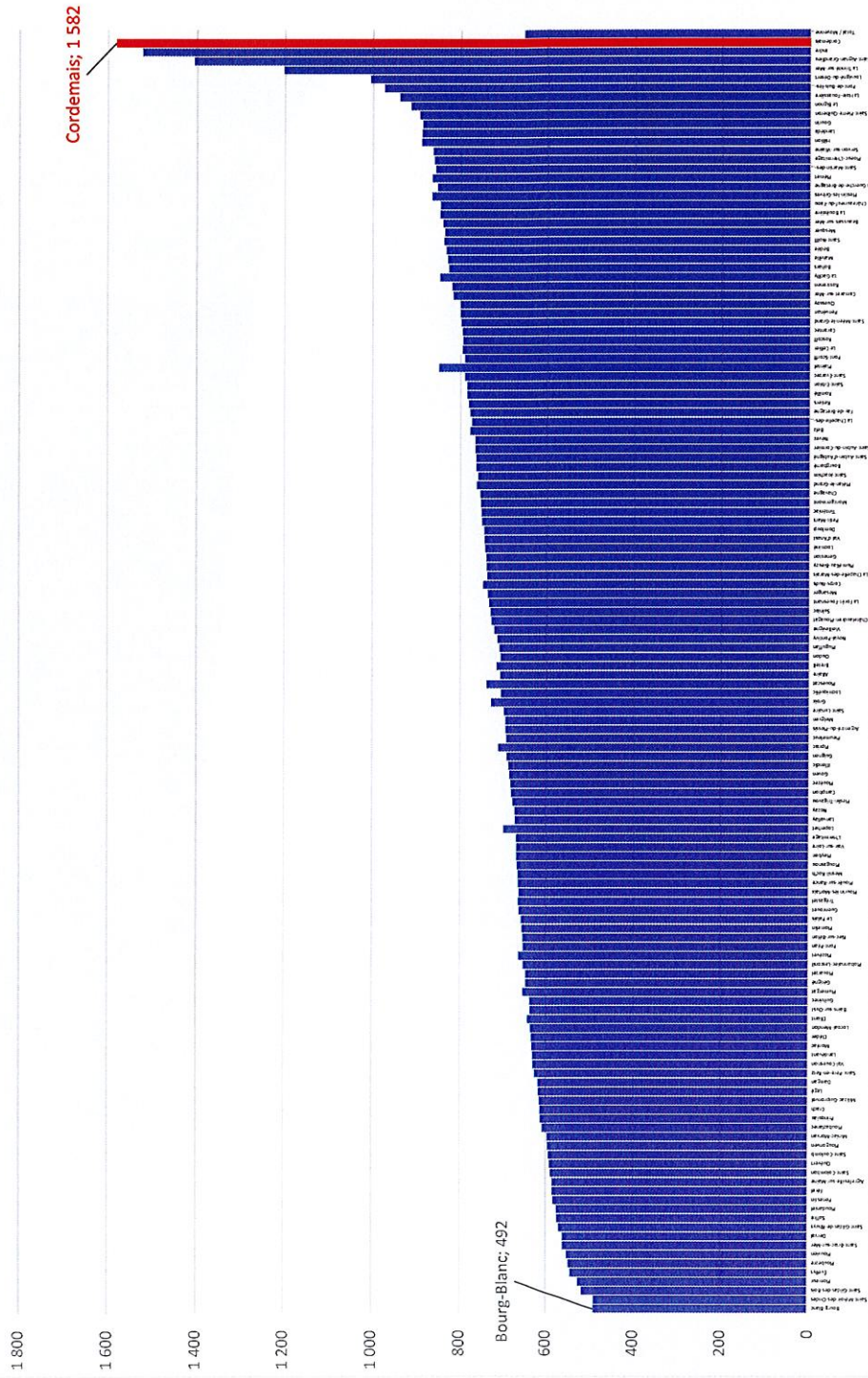
10M 201,50 481,45 300,95 ▲ 25,5
5M 272,21 139,66 132,55 ▲ 10,9
10M 255,84 913,38 657,54 ▲ 25,1
1,6 444,44 655,97 211,53 ▲ 22,1

4. Quelques éléments de positionnement de la commune en 2022

Communes de 3500 à 5000 habitants des départements de Bretagne et Loire-Atlantique

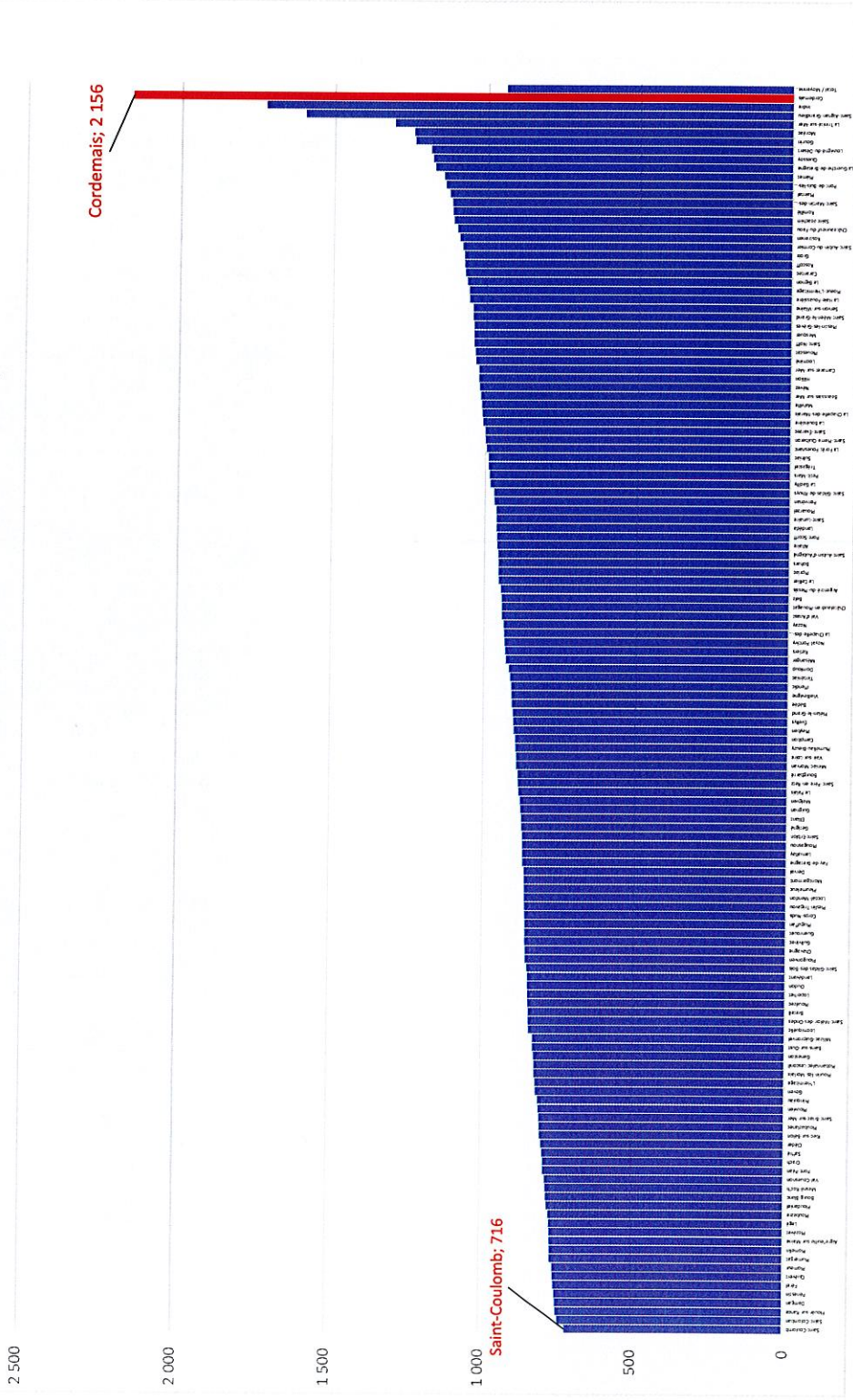
1 Les charges de fonctionnement hors intérêts par habitant

Charges de fonctionnement hors intérêts com. - 2022 - (€/HDGF)



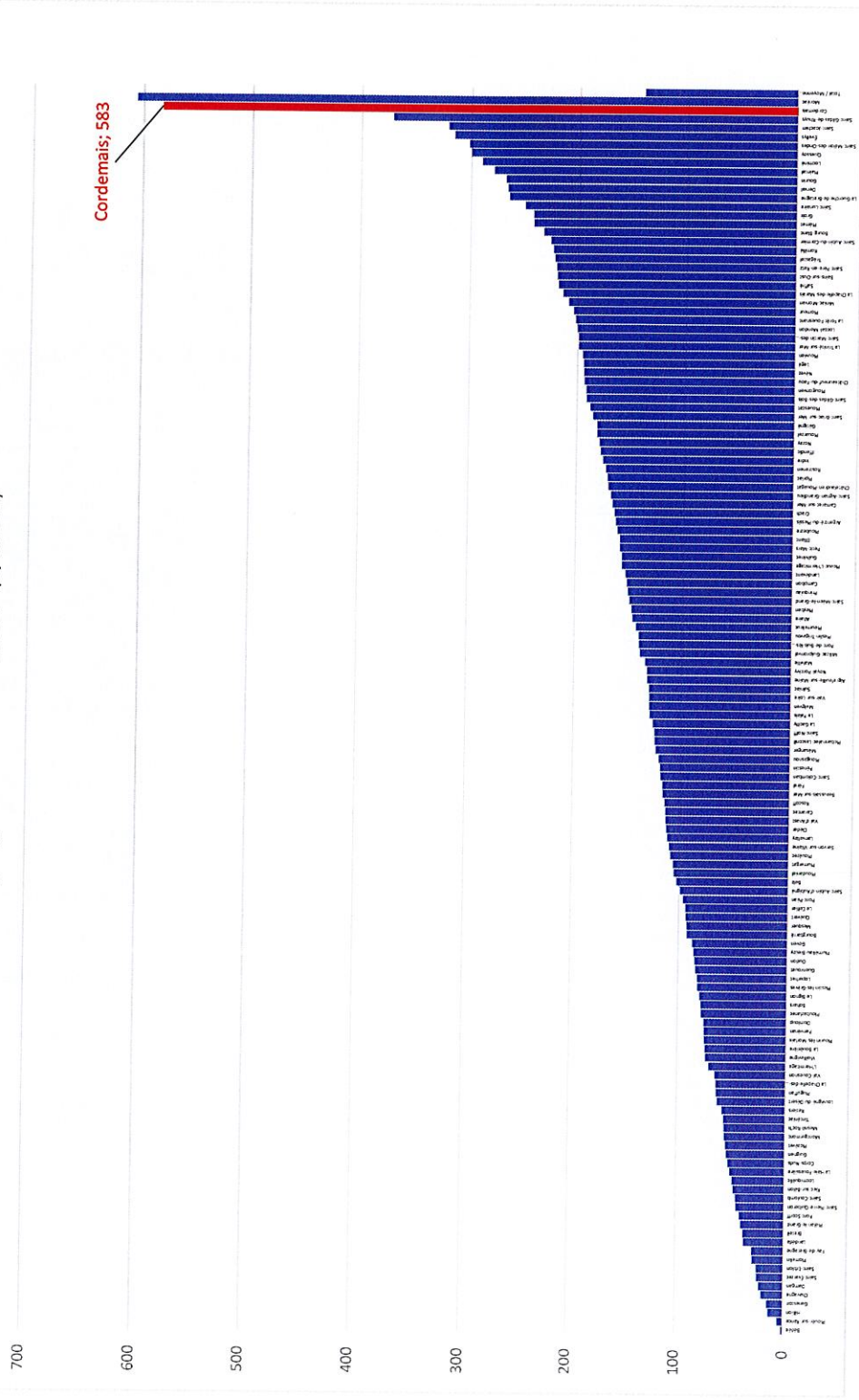
2 Les produits de fonctionnement courant par habitant

Produits de fonctionnement courant com. - 2022 - (€/hDGF)



4 L'épargne nette par habitant

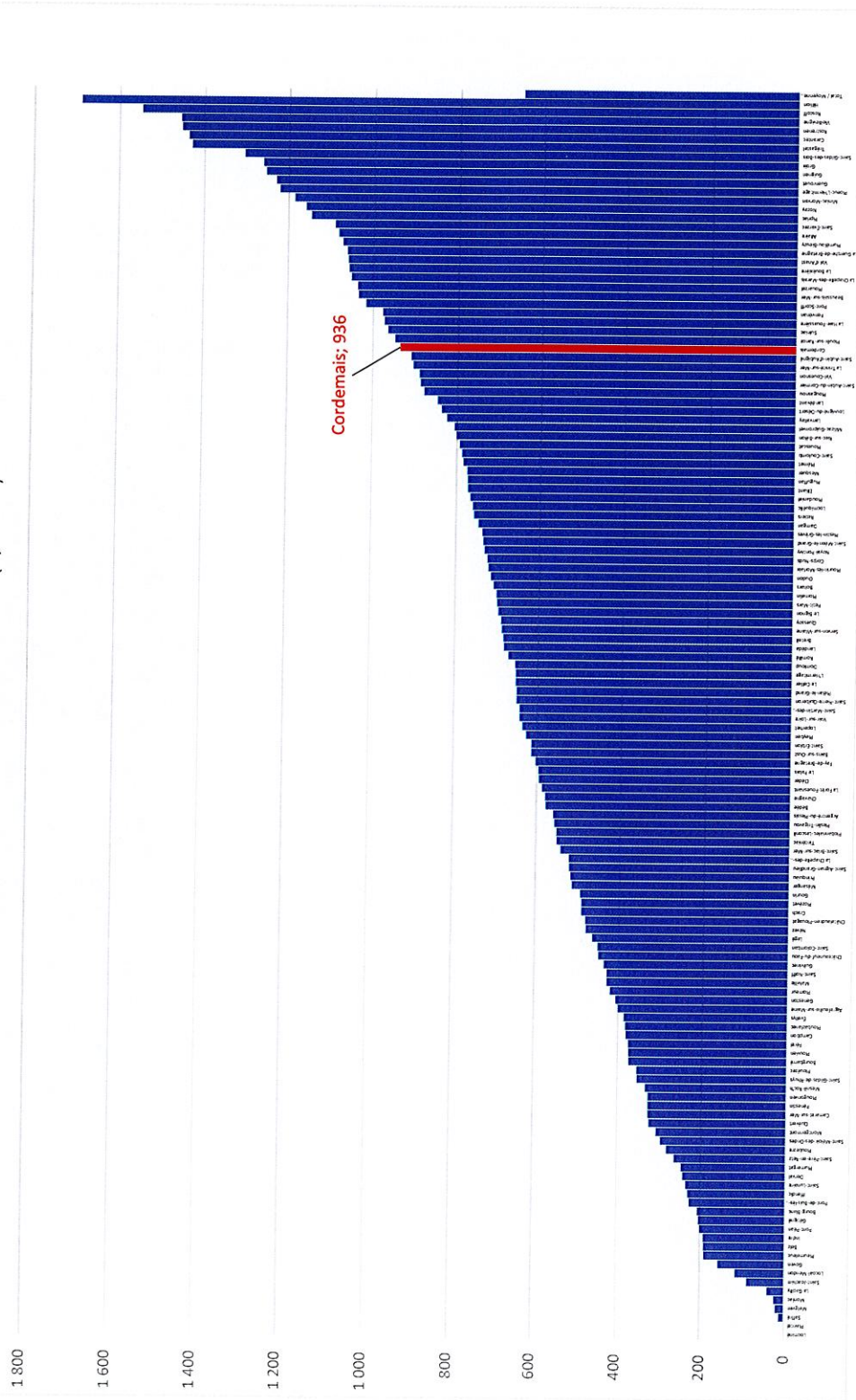
Epargne nette com. - 2022 - (€/hdGF)



6 L'encours de dette par habitant

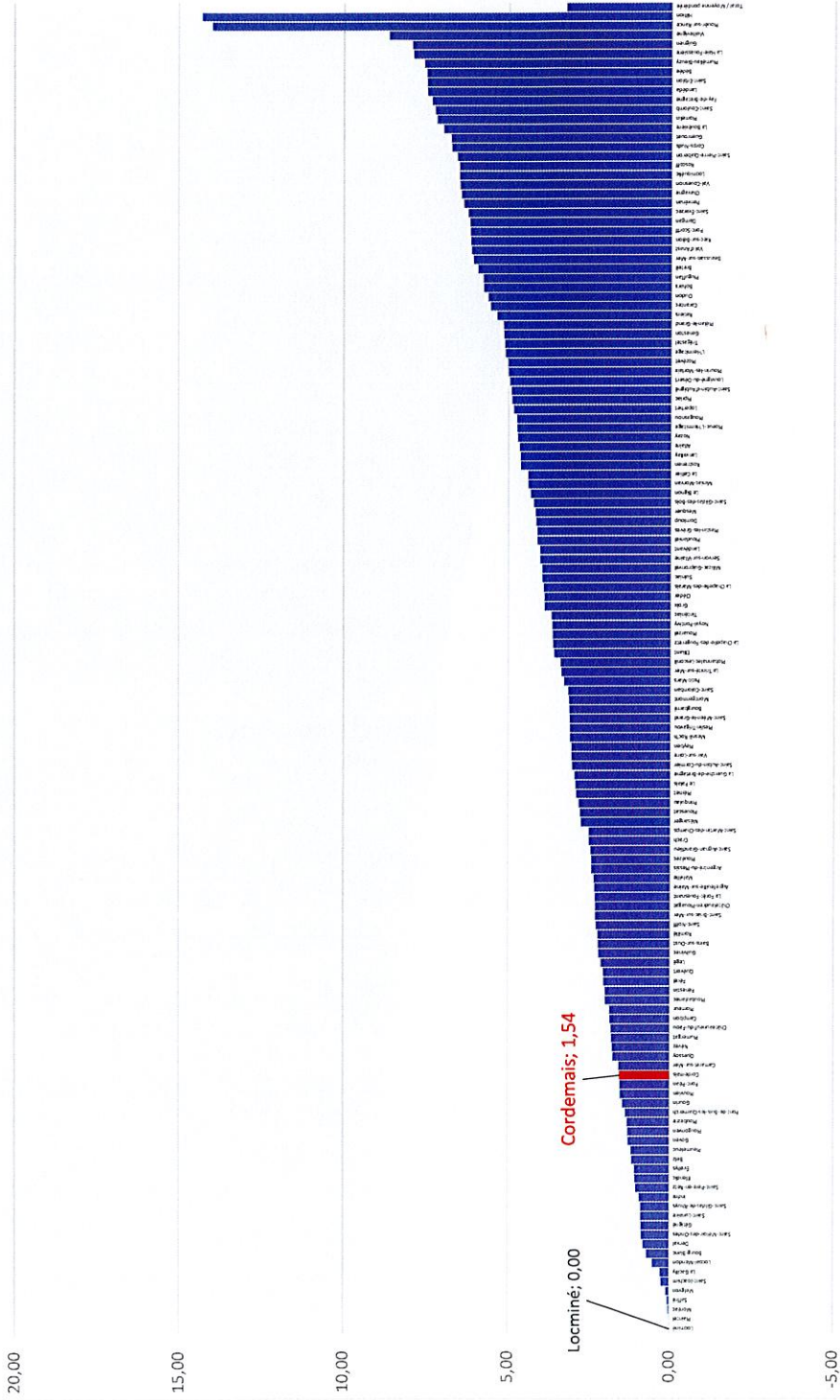
LESUBSCRIPTION

Encours au 31/12 com. - 2022 - (€/hdGF)



7 Le total de desendettement en années

Encours / Epargne brute com. - 2022





5. Prospective financière : le PPI et ses conditions de financement

	2023	2024	2025	2026	2027	Cumul 2023-2027
Voté en 2023 hors RàR antérieurs	4 314	4 587	2 350	3 762	2 198	17 211
RàR 2022	1 565					1 565
Total annuel à financer à compter de 2023	5 880	4 587	2 350	3 762	2 198	18 776
Financé sur exercice 2023 (CA 2023)	3 449					3 449
Non financé sur 2023 (écart)	2 431					2 431
Total annuel à financer sur 2024-2027		7 017	2 350	3 762	2 198	15 327

15,3 M€ à financer de 2024 à 2027



3 Les conditions de financement de l'investissement du PPI projetées, avec nouvel ajustement des taux (de 20% en 2024, scénario retenu)

	2023	2024	2025	2026	2027	Total 2024-2027
Choix						
Ev° Taux d'Imposition	9,9%	20,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
Dérogé sur le fonctionnement pur						
1 Epargne brute	2 355	2 322	2 213	2 116	1 982	8 634
Choix						
2 Emprunt	0	1 119	0	563	28	1 711
Choix						
3 Résultat global de clôture (stock) utilisé	115	3 000	-214	214	0	3 000
4 Capital dette acquise à rembourser	-184	-184	-184	-184	-184	-735
5 Capital dette nouvelle à rembourser	0	0	-40	-41	-63	-144
1+2+3+4	2 286	6 258	1 776	2 668	1 764	12 466
6 Capacité d'investissement annuelle avant FCTVA et subventions						
7 FCTVA	759	489	443	921	308	2 161
8 Subventions	299	211	71	113	66	460
9 TA	58	60	60	60	60	240
10 Cessions et tiers	48	0	0	0	0	0
5+6+7+8+9	3 450	7 017	2 350	3 762	2 198	15 327
11 Capacité d'investissement en K€ TTC						
12 PPI	3 450	7 017	2 350	3 762	2 198	15 327
Ecart	0	0	0	0	0	0
Variables de pilotage	2023	2024	2025	2026	2027	
Ep nette	2 171	2 139	1 990	1 891	1 735	
Encours de dette (31.12)	3 401	4 337	4 113	4 452	4 233	
Délai de désendettement	1,4	1,9	1,9	2,1	2,1	
Taux TH	8,09%	8,09%	8,09%	8,09%	8,09%	
Taux Foncier bâti	28,79%	34,59%	34,59%	34,59%	34,59%	
Taux FNB	13,32%	13,32%	13,32%	13,32%	13,32%	
Résultat global de clôture	3 707	707	921	707	707	707

3. Les conditions de financement du PPI projetées, avec nouvel ajustement des taux (de 20% en 2024, scénario retenu)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Ev° Taux d'imposition	4,9%	1,9%	0,0%	9,9%	20,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Ev° nominale Charges fct courant strictes	8,3%	6,4%	1,6%	3,5%	9,2%	3,2%	3,2%	3,2%
Epargne brute	1 649	1 508	2 325	2 355	2 322	2 213	2 116	1 982
Dép Inv. hs Capital	2 948	5 134	3 781	3 450	7 017	2 350	3 762	2 198
Emprunt	0	2 677	1 000	0	1 119	0	563	28

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
EBC	1 593	1 495	2 299	2 308	2 352	2 281	2 181	2 062
Ep gestion	1 649	1 508	2 344	2 381	2 347	2 276	2 176	2 057
Ep brute	1 649	1 508	2 325	2 355	2 322	2 213	2 116	1 982
Ep nette	1 649	1 508	2 233	2 171	2 139	1 990	1 891	1 735
Encours corrigé (31.12)	0	2 677	3 585	3 401	4 337	4 113	4 452	4 233
Encours corrigé (31.12) / Ep brute	0,0	1,8	1,5	1,4	1,9	1,9	2,1	2,1
Taux TH	7,36%	7,36%	7,36%	8,09%	8,09%	8,09%	8,09%	8,09%
Taux Foncier bâti	10,67%	26,17%	26,17%	28,79%	34,59%	34,59%	34,59%	34,59%
Taux FNB	13,32%	13,32%	13,32%	13,32%	13,32%	13,32%	13,32%	13,32%
EGC	3 953	3 615	3 822	3 707	707	921	707	707
Résultat de fonctionnement de l'exercice	1 555	1 375	2 162	2 166	2 083	1 974	1 877	1 743
Résultat d'investissement de l'exercice	-2 388	-1 933	-1 955	-2 281	-5 083	-1 760	-2 091	-1 743
Variation EGC	-833	-558	207	-115	-3 000	214	-214	0

4. Impôts de l'État - Augmentation des taux de 20% en 2024 sur la cotisation moyenne de FB

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
VLM (Valeur locative moyenne) abattue	1 400	1 455	1 492	1 522	1 549	1 576	1 604
Actualisation forfaitaire des bases (LF)	1,071	1,039	1,026	1,020	1,018	1,018	1,018
Cotisation MOYENNE en €	403	503	516	526	535	544	554
Variation annuelle		99	13	10	9	9	10
Effet actualisation		16	13	10	9	9	10
Effet taux		84	0	0	0	0	0

Impacts de l'augmentation des taux de 20% en 2024 sur le positionnement en matière de taux

Taux voté FB com. 2023
Commune

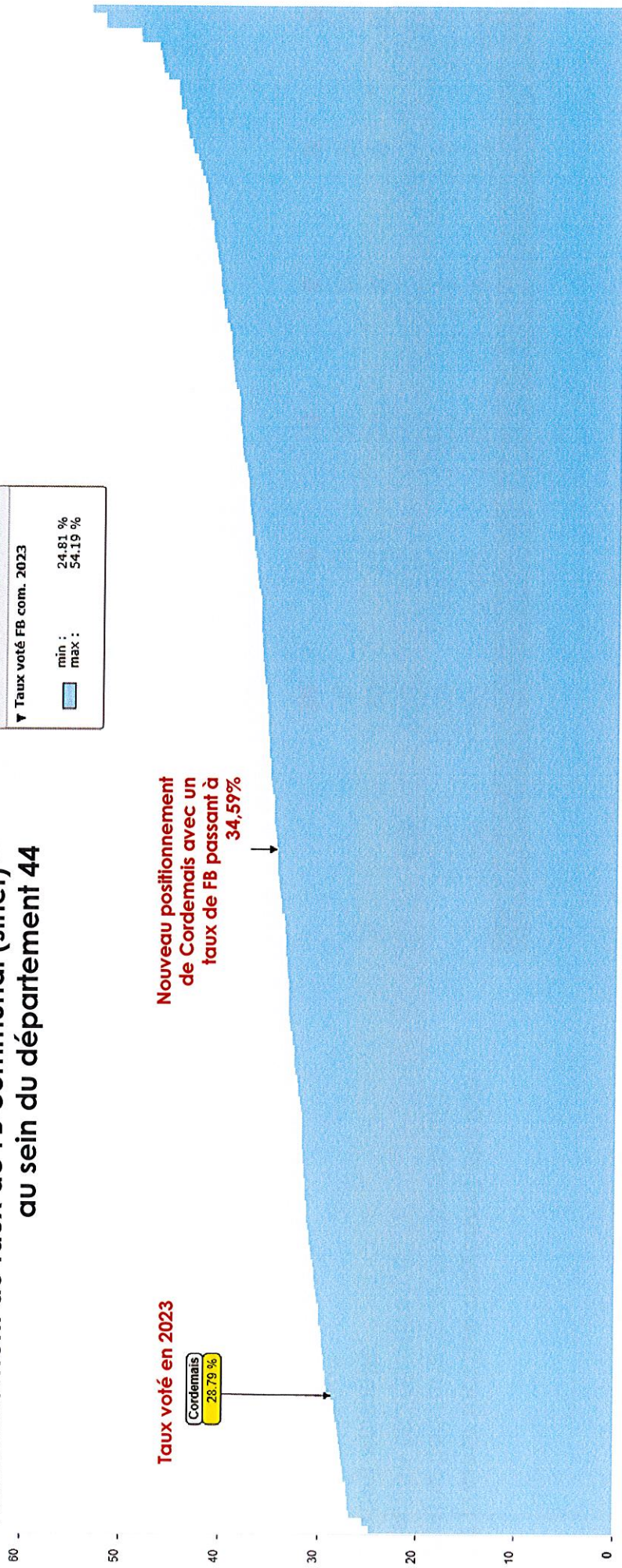
% Positionnement du taux de FB communal (strict) – au sein du département 44

Taux voté FB com. 2023	
min :	24.81 %
max :	54.19 %

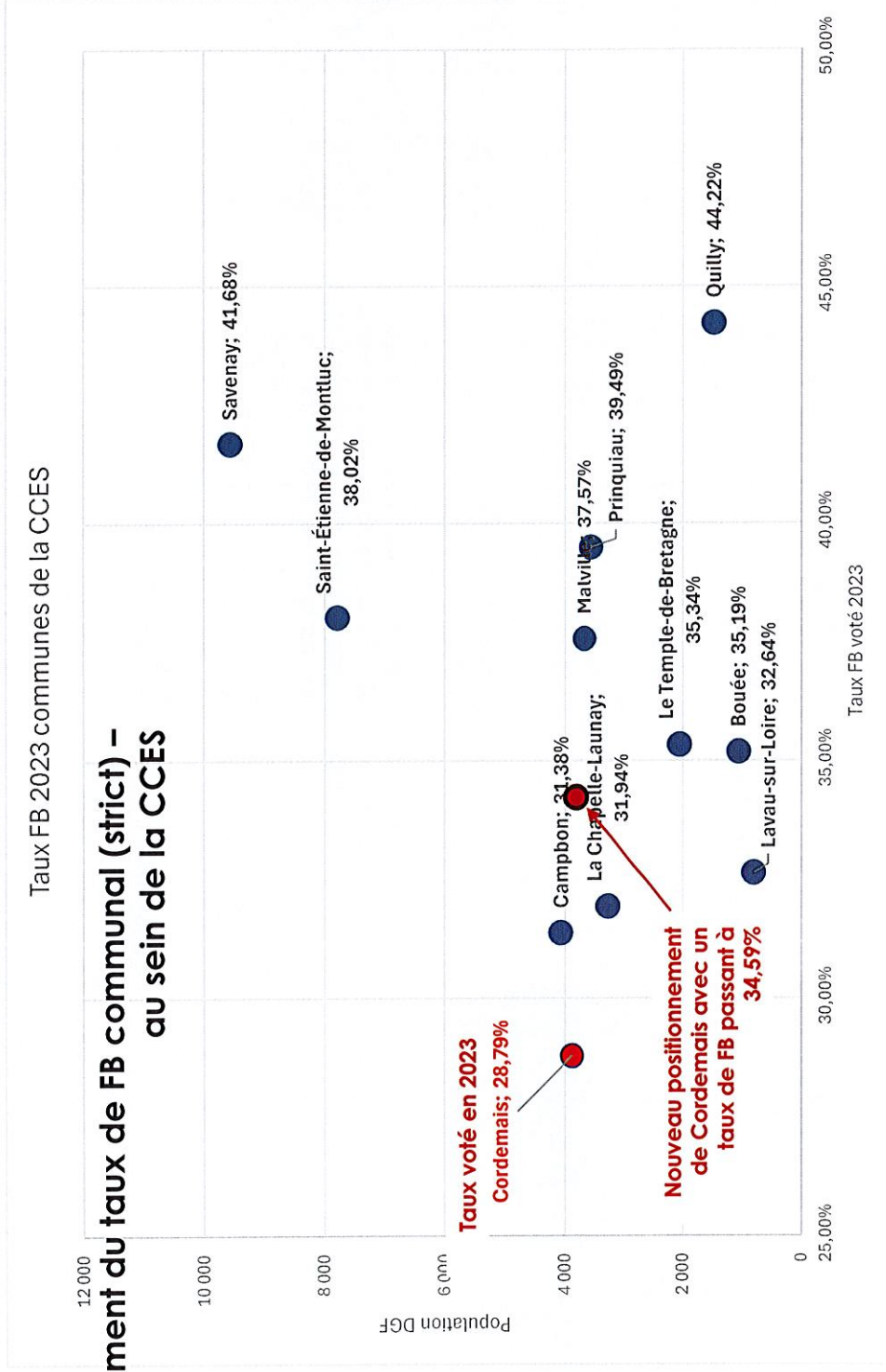
Taux voté en 2023

Cordemais
28,79 %

Nouveau positionnement
de Cordemais avec un
taux de FB passant à
34,59%



5 impacts de l'augmentation des taux de 20% en 2024 sur le positionnement en matière de taux





ressources

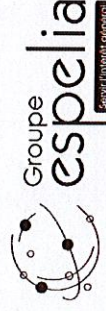
Consultants Finances

Ressources Consultants Finances

La société regroupe une trentaine de spécialistes de la conception de méthodes et d'outils voués à l'analyse, l'aide à la décision et la prospective financière des collectivités locales. Ses ingénieurs économistes interviennent dans de nombreux grands chantiers d'analyse, de programmation, de prospective ou d'évaluation. L'équipe d'experts s'est illustrée dans des rapports de recherche sur les systèmes possibles de répartition des concours financiers de l'État ou dans des travaux sur les méthodes de prospective et de programmation pluriannuelle. Ces méthodes sont enseignées à l'Université et dans les conférences, notamment dans le séminaire annuel de la Maison de la Chimie, dirigé par Eric Julia.

La rencontre féconde entre ces économistes des finances locales et le bureau d'ingénierie informatique créé par l'entreprise a permis la réalisation de logiciels interactifs d'aide à la décision stratégique réputés pour leur performance et leur fiabilité. Ces logiciels de prospective (REGARDS, PROFIL) et d'analyse territoriale (REPÈRES, A2f) sont utilisés dans près de 500 collectivités.

Depuis le 1er janvier 2022, Ressources Consultants Finances est une filiale du Groupe Espelia



Eric JULIA,
Directeur Général de
Ressources Consultants
Finances



Objectiver la décision publique

Notre métier, c'est construire des méthodes et des outils d'analyse ou de prospective objectivant la décision stratégique territoriale. Nous avons constitué une équipe indépendante d'économistes passionnés par l'analyse, l'ingénierie informatique de décision et le conseil en économie financière publique.

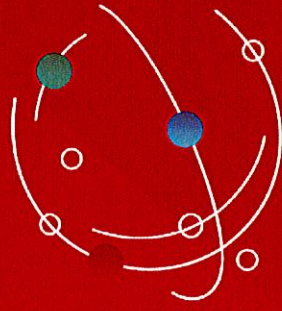
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

044-214400459-20240313-2024DL01-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le DAF/SES : 15/03/2024

Publication : 18/03/2024



Groupe
espelia

Servir l'intérêt général

espelia
Conseil pour
la performance publique

ressources
Consultants Finances

tecurbis
Le conseil technique
indépendant

icea
Ingenieurs conseil
& économistes associés

CONTACTS **RESSOURCES**
Consultants Finances

Pierre Sarriaud, Consultant sénior manager

02 99 78 09 78



Bilan social pour le ROB RH 2024

COMMUNE DE CORDEMAIS

Cette synthèse des données sociales de la collectivité reprend les principaux indicateurs du **1^{er} janvier au 31 décembre 2023**. Cet outil de pilotage permet de mieux appréhender les phénomènes observés et d'accompagner la collectivité dans leur prise de décision.

Rétrospectives de l'année 2023

La collectivité fait face à l'évolution du GVT (Glissement Vieillesse Technicité) tout en restant attentive à sa politique de ressources humaines notamment en matière de recrutement. Chaque départ définitif de la commune fait l'objet d'une analyse fine afin de déterminer les actions à mener.

La masse salariale

Elle reste relativement stable avec une variante de 3 à 5% augmentation/diminution du chapitre 012 de 2021 à 2023.

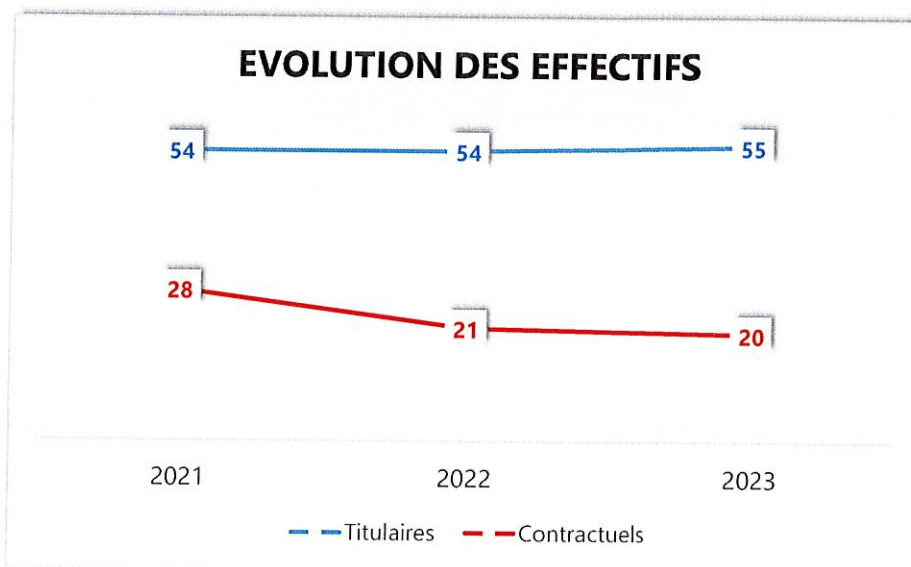
	2021	2022	2023	2024 projeté
Charges de personnel (chap 012)	2 948 080 €	2 808 113 €	2 892 455	3 164 500 €

En 2024, le montant projeté tient compte de :

- l'attribution de **5 points d'indice majoré** pour tous les agents publics à compter du 1^{er} janvier 2024 prévu par le décret n° 2023-519 du 28 juin 2023 dans le cadre des mesures de revalorisation des rémunérations des agents publics, qui induit le passage à 366 points de l'indice minimum (plancher) de la fonction publique (au lieu de 361 depuis le 1^{er} juillet 2023),
- l'attribution de la **prime pouvoir d'achat**
- le recrutement d'un **nouvel agent** dans le cadre de l'ouverture d'une station biométrique
- prise en charge des **Allocations Retour à l'Emploi (ARE)** pour 2 agents
- augmentation de la **participation employeur** pour le financement de la complémentaire santé et de la protection sociale complémentaire (prévoyance) : passage de 15,97 € à 18 €

Les effectifs physiques

	2021	2022	2023
Titulaires	54	54	55
Contractuels	28	21	20
Total	82	75	75



Les effectifs restent **stables** : les mouvements de personnel (départs – arrivées – titularisations – stagiairisations) restent équilibrés.

Evolution des grands éléments de la rémunération

	2021	2022	2023
Rémunération principale titulaires	999 282 €	1 102 552 €	1 188 164 €
NBI/SFT	21 882 €	24 630 €	26 831 €
Autres indemnités titulaires	291 936 €	348 549 €	403 416 €
Rémunération non titulaires		354 095 €	299 192 €
Autres indemnités non titulaires	380 649 €	122 730 €	96 753 €

DONT	2021	2022	2023
Heures supplémentaires	8 510 €	23 356 €	14 594 €
Prime annuelle	85 517 €	94 126 €	96 473 €
CIA	32 863 €	37 249 €	40 208 €

L'examen des chiffres ci-dessus nous amène à constater plusieurs évolutions :

- une augmentation **de plus de 18%** de la rémunération principale des titulaires
- une augmentation significative des heures supplémentaires entre 2021 et 2022/2023
- une augmentation importante **de plus de 22%** du Complément Indiciaire Annuel (CIA) entre 2021 et 2023.



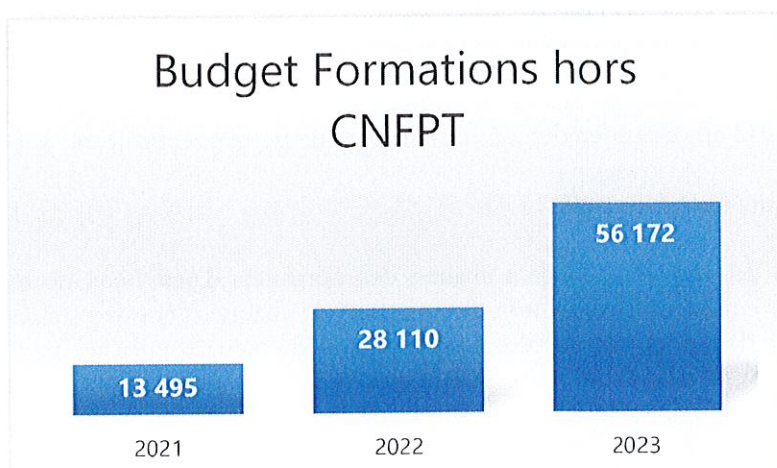
Une attention particulière a été apportée à l'étude des heures supplémentaires, qui ont largement dépassées les prévisions, dans l'optique de réduire raisonnablement le montant. Un rappel des règles de réalisation des heures supplémentaires avec la nécessité de les faire valider en amont par leurs supérieurs hiérarchiques a permis d'en réduire de manière conséquente le montant (**diminution de 60%** des heures supplémentaires indemnisées).

Une **modification du régime indemnitaire** tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) a été actée le 15 mars 2023 par la délibération 2023-06 du conseil municipal. Ont été précisées notamment les modalités de retenue ou de suppression pour absence :

	IFSE	CIA
Congé maladie ordinaire	Suit le sort du traitement	De 0 à 100 % dans la limite des plafonds réglementaires en fonction des critères définis pour l'évaluation professionnelle (niveaux acquis, en cours d'acquisition et non acquis – objectifs atteints). En lien avec le taux d'emploi
Congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS)		
Congé annuel	Versé intégralement	
Congé maternité		
Congé paternité		
Congé pour adoption		
Congé longue maladie	Suspendu	
Congé longue durée		
Congé grave maladie		
Temps partiel thérapeutique (TPT)	Versé intégralement pour le fonctionnaire CNRACL Versé au prorata du TPT pour le contractuel et le fonctionnaire IRCANTEC	

L'IFSE était versé auparavant en cas de congé pour longue maladie, longue durée et grave maladie. La mise en conformité avec les textes réglementaires a engendré **un impact financier**. A noter qu'un accord ministériel en cours de discussion viendra prochainement modifier les modalités d'octroi de l'IFSE.

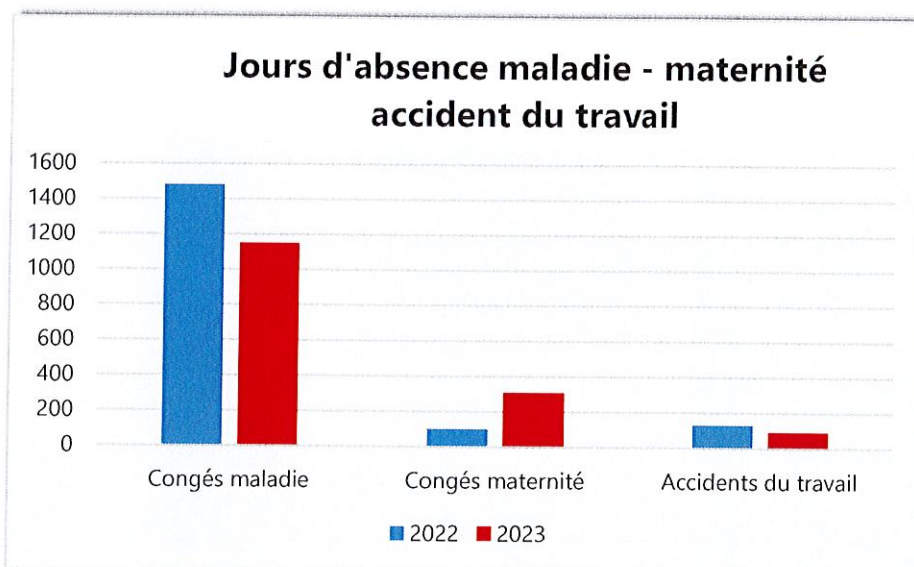
La formation





En 2023 le budget attribué à la formation a largement été dépassé : de 2021 à 2023, le montant a quadruplé. Cette progression exponentielle s'explique : les services se sont attribués l'engagement de formations sans un passage au préalable auprès du service RH qui n'a pu vérifier la disponibilité des crédits.

L'absentéisme



Les jours d'absence pour congés maladie restent élevés (1188 journées/an) mais il est constaté **une baisse notable d'environ 29%** (1480) par rapport à 2022. Cette baisse correspond notamment au licenciement pour inaptitude physique d'un agent suite à une Période Préparatoire au Reclassement et à des fins d'arrêts maladie d'assez longues durées.

Ces absences nous contraignent à recourir aux services de remplacements, les principales absences concernant le pôle Vie Scolaire qui nécessite des effectifs au complet pour le bon fonctionnement des services.

Le montant des remplacements (Caap Ouest, Samsic, Adecco) sur l'année 2023 s'élève à **35 383 €**.

Prospectives sur l'année 2024

L'objectif ciblé en 2024 sur les dépenses en ressources humaines s'avère ambitieux puisqu'il consiste à **stabiliser le chapitre 012** en restant en dessous des charges de personnel projetées sur l'année à venir.

Pour y parvenir, plusieurs axes sont ciblés :

- Rationalisation des moyens alloués à chacun des domaines d'activité. Une réflexion globale est nécessaire pour envisager la répartition des missions de chaque agent dans un esprit d'optimisation du travail. Cette démarche doit se faire dans le respect du bien-être des agents. L'accompagnement par le Centre de Gestion de Loire Atlantique (CDG44) pour l'élaboration d'un **référentiel managérial** (qui va apporter de la lisibilité et de la coordination) et, en parallèle, de coachings individuels, vont clarifier l'organisation et la rendre plus efficiente.



- Expertise des recrutements et des mouvements du personnel : une étude prévisionnelle des mouvements du personnel (départs/arrivées) sera effectuée d'un point de vue financier avant chaque recrutement **pour bien cerner les besoins** et le respect du budget RH avant de formaliser l'embauche.
- Le recours aux **Volontaires Territoriaux Administratifs (VTA)** qui permet aux collectivités territoriales rurales de bénéficier de compétences de jeunes diplômés le temps d'une mission de 12 à 18 mois, au service de l'ingénierie de leurs projets. Une aide forfaitaire de 15 000 € est attribuée à la collectivité pour le recrutement d'un VTA.
- Le développement **des actions de prévention**, en collaboration avec les assistants de prévention (aménagement des postes de travail, formation « gestes et postures », etc.) pour prévenir une partie des absences en lien avec les troubles musculosquelettiques.
- La commune reste engagée dans une politique forte de formations tout au long du parcours de l'agent. Cependant il est nécessaire de **recadrer les modalités d'octroi et de suivi** pour revenir à un engagement financier raisonnable. Sans vouloir réduire de manière drastique les possibilités de recourir aux formations, il est nécessaire de réorienter les agents vers les formations délivrées par le CNFPT et à les inciter à suivre le parcours de validation en passant par un enregistrement en ligne soumis à une approbation par le supérieur hiérarchique et le service RH (en cours d'étude).

Conclusion

Une attention particulière sera apportée à la gestion financière des ressources humaines. Dans ce cadre, les élus maintiennent leur volonté d'offrir aux agents contractuels un avenir stable au sein de la collectivité en favorisant **l'intégration des contractuels en tant que titulaires**. En 2023, 2 agents contractuels ont été stagiaires et 2 titularisés. Au 1^{er} janvier 2024, 3 autres agents contractuels sont stagiaires et 2 autres seront titularisés au cours de l'année.

Même si la conjoncture financière nécessite d'être vigilant quant à l'utilisation des fonds, la collectivité souhaite **maintenir les avantages** attribués aux agents : prime annuelle, CIA, chèques cadeaux, prime médaille du travail, etc.

L'accompagnement en formation des agents reste une priorité, mais une gestion efficace des demandes avec un suivi hiérarchique sera appliquée pour revenir à un budget raisonnable.

Afin de réduire les absences liées à un congé maladie, la collectivité travaille au **développement des actions de prévention**, en collaboration avec les assistants de prévention. Une étude a été effectuée par une entreprise extérieure pour améliorer les postes de travail par le biais d'échanges avec les agents et le prêt de matériel ergonomique pour améliorer le quotidien (prêt qui peut, en fonction, se concrétiser par un achat). La formation « gestes et postures » délivrée à tous les agents en fin d'année 2023, qui se poursuivra sur le début d'année 2024, devra permettre de diminuer les arrêts maladie dus aux troubles musculosquelettiques.

La ligne politique RH que souhaitent les élus reste toujours la même : **faire évoluer les compétences en assurant aux agents le maintien des avantages liés à la collectivité et un environnement de travail serein.**

